

Art. 11. Artikel 9 van dit besluit treedt in werking op 1 april 2012, met uitzondering van de wijzigingen wat betreft de aflevering van een geneesmiddel behorend tot de ATC klasse JO1 of JO2, die in werking treden op 1 mei 2012.

Art. 12. De Minister bevoegd voor Sociale Zaken en de Minister bevoegd voor Economische Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 maart 2012.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
belast met Beliris en de Federale Culturele Instellingen,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Economie, Consumenten
en Noordzee,
J. VANDE LANOTTE

Art. 11. L'article 9 du présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2012, à l'exception des modifications qui concernent la délivrance d'un médicament qui appartient aux classes ATC JO1 ou JO2 qui entrent en vigueur le 1^{er} mai 2012.

Art. 12. Le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et le ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 mars 2012.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociale et de la Santé publique,
chargée de Beliris et des Institutions culturelles fédérales,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Economie, des Consommateurs
et de la Mer du Nord,
J. VANDE LANOTTE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

N. 2012 — 896 (2012 — 581) [C — 2012/22105]

13 FEBRUARI 2012. — Ministerieel besluit tot wijziging van de lijst gevoegd bij het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 17 februari 2012, 2e uitgave, op blz. 11437 en blz. 11439, de vermeldingen in verband met de specialiteit DIAMICRON schrappen.

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

F. 2012 — 896 (2012 — 581) [C — 2012/22105]

13 FEVRIER 2012. — Arrêté ministériel modifiant la liste jointe à l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 17 février 2012, 2^e édition, aux pages 11437 et 11439, supprimer les mentions se rapportant à la spécialité DIAMICRON.

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 897

[2012/201622]

2 FEVRIER 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de la carrière extérieure de Wallonie-Bruxelles International

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, notamment l'article 4;

Vu le décret du 8 mai 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles et le décret du 8 mai 2008 portant assentiment, pour ce qui concerne les matières transférées par la Communauté française à la Région wallonne, à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés le 24 avril 2007, le 31 octobre 2007 et le 8 novembre 2007;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 9 novembre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 novembre 2007;

Vu les avis n° 44.792/2/V, n° 46.839/4 et n° 50.293/4 du Conseil d'Etat, donnés le 4 août 2008, le 7 juillet 2009 et le 28 septembre 2011 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu les protocoles n° 497 et n° 563 du Comité de secteur XVI, établis les 17 janvier 2008 et 1^{er} février 2012;

Sur proposition du Ministre-Président et du Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel de la carrière extérieure de Wallonie-Bruxelles International, ci-après dénommé l'organisme. Chaque membre du personnel de la carrière extérieure de l'organisme représente la Communauté française et la Région wallonne.

Art. 2. La qualité de membre du personnel de la carrière extérieure de l'organisme est reconnue à :

- tout membre du personnel qui est occupé à titre définitif au sein de ladite carrière;
- les personnes désignées en application de l'article 8 du présent arrêté;
- les membres contractuels engagés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et occupés au sein de ladite carrière.

Art. 3. Un organigramme des délégations et bureaux, reprenant leurs structures et la mention des membres du personnel, est publié chaque année dans le rapport d'activités de l'organisme.

Art. 4. Sont applicables aux membres du personnel statutaire de la carrière extérieure les dispositions suivantes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International :

- Livre Premier, Titre Premier : « De la qualité d'agent, des droits et des devoirs »;
- Livre Premier, Titre II : « Dispositions générales »;
- Livre premier, Titre III : « Du recrutement et de la carrière »;
- Livre Premier, Titre IV : « Du recrutement et de la carrière des personnes handicapées »;
- Livre Premier, Titre VII : « Des incompatibilités »;
- Livre Premier, Titre VIII : « De l'évaluation »;
- Livre Premier, Titre IX, Chapitre II : « Du Comité de direction »;
- Livre Premier, Titre X : « Du régime disciplinaire »;
- Livre Premier, Titre XI : « De la chambre de recours »;
- Livre Premier, Titre XII : « De la suspension dans l'intérêt du service »;
- Livre Premier, Titre XIII : « Des positions et anciennetés administratives »;
- Livre Premier, Titre XIV : « De la perte de la qualité d'agent et de la cessation de fonctions »;
- Livre Premier, Titre XV, « Du statut pécuniaire »;
- Livre Trois, « Les congés et autres absences des agents ».

CHAPITRE II. — *Dispositions particulières*

de la carrière extérieure en matière de statut administratif pour le personnel de la carrière extérieure

Section 1^{re}. — Des titres et fonctions

Art. 5. § 1^{er}. Il faut entendre par « poste diplomatique », la représentation diplomatique de la Communauté française et de la Région wallonne, tant en Belgique qu'à l'étranger, à laquelle le délégué général, le délégué ou le conseiller est affecté.

§ 2. En activité de service dans un poste diplomatique, les membres du personnel de la carrière extérieure portent le titre de la fonction qu'ils exercent, soit délégué ou délégué général soit conseiller.

A l'administration centrale, les membres du personnel de la carrière extérieure portent le titre de la fonction qu'ils y exercent.

§ 3. Il existe trois grades au sein de la carrière extérieure, tels que définis à l'article 9, § 1^{er}.

Une échelle de traitement est octroyée à chaque titulaire d'un grade conformément à la correspondance fixée à l'article 18.

Section 2. — Des devoirs

Art. 6. Les membres du personnel de la carrière extérieure sont tenus de remplir les fonctions qui leur sont assignées soit à l'étranger, soit en Belgique, soit à l'administration centrale. Ils sont tenus d'accomplir les devoirs liés à l'exercice de leur fonction dans le souci constant des intérêts des Gouvernements et ce, notamment, conformément à la lettre de mission visée à l'article 12 de cet arrêté. Dans l'exercice de leur mission, les membres du personnel de la carrière extérieure s'assureront de ne pas mettre en cause les relations avec d'autres Etats et de respecter les accords de coopération en vigueur.

Section 3. — Du recrutement

Art. 7. § 1^{er}. Les dispositions visées au Titre III « Du recrutement et de la carrière » de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française et de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International s'appliquent à défaut de règles spécifiques fixées par le présent arrêté.

§ 2. Peuvent être nommés agents de la carrière extérieure les lauréats d'un concours diplomatique de recrutement organisé pour l'organisme par le SELOR ayant effectué avec succès un stage d'un an au sein de W.B.I. comprenant au moins un séjour en poste diplomatique.

Section 4. — De l'engagement pour mission spéciale

Art. 8. § 1^{er}. En raison de circonstances spécifiques et liées à une situation politique et/ou géopolitique ou en raison de circonstances particulières liées au poste ou encore en raison de l'importance stratégique du poste liée à la politique gouvernementale, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française peuvent, par arrêtés délibérés en Conseil dûment motivés, désigner un nombre limité de quatre hauts représentants qui n'appartiennent pas à la carrière extérieure pour occuper, jusqu'au mouvement diplomatique suivant, un ou des postes ouverts à affectation ou pour effectuer une mission spéciale à l'étranger.

Les Gouvernements soumettent à l'avis du Comité de direction de W.B.I., préalablement à la désignation, la liste des postes retenus pour une mission spéciale ainsi que les circonstances qui justifient ces choix.

Le Comité de direction de W.B.I. remet un avis aux Gouvernements dans un délai d'un mois.

§ 2. Ces hauts représentants prendront le titre de délégué dans le cadre de leur mission.

Cette mission spécifique s'exerce dans le cadre d'une relation contractuelle et les personnes désignées en qualité de haut représentant ne peuvent occuper cette fonction au-delà de l'âge de soixante-cinq ans. Elle ne donne aucun droit à une nomination définitive à la fonction qu'elle confère. A la fin de la mission et, en toute hypothèse au plus tard avant le mouvement diplomatique suivant, il est mis fin au contrat.

Dans les six mois qui suivent leur désignation, les hauts représentants présentent, avec le Ministre en charges des Relations internationales et l'administrateur général de W.B.I., leur vision ainsi que leur lettre de mission au Parlement wallon.

§ 3. Les articles 13 à 15 et 17 et suivants du présent arrêté sont applicables aux hauts représentants.

Section 5. — De la carrière

Art. 9. § 1^{er}. Il existe trois grades au sein de la carrière extérieure : le grade d'attaché, le grade de premier attaché et le grade de directeur. La promotion d'un agent à un grade de rang plus élevé s'effectue par promotion par avancement de grade.

§ 2. La promotion par avancement de grade est la nomination à un grade immédiatement supérieur du même niveau que celui auquel appartient l'agent.

Section 6. — Du mouvement diplomatique et des conditions d'affectation

Art. 10. § 1^{er}. Par mouvement diplomatique, il faut entendre le changement périodique d'affectation des membres du personnel de la carrière extérieure. Il est organisé tous les cinq ans. Le mouvement inclut l'affectation temporaire à l'administration centrale en cas de non-affectation à un poste diplomatique.

§ 2. Les membres du personnel de la carrière extérieure pourront être reconduits une fois dans le même poste diplomatique.

La durée totale des missions en poste diplomatique effectuée consécutivement sans retour en service à l'administration centrale par un membre du personnel de la carrière extérieure, ne pourra excéder deux missions.

§ 3. Lors de chaque mouvement diplomatique, une liste des postes ouverts à affectation est établie par W.B.I.

Cette liste est ensuite approuvée par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française.

W.B.I. consulte les membres du personnel de la carrière extérieure sur les postes ouverts à affectation, hormis ceux dont la durée totale de leurs dernières missions consécutives en poste diplomatique excède deux missions.

§ 4. Lors de chaque création d'emploi ou de poste au sein de la carrière extérieure entre deux mouvements diplomatiques ou lorsqu'un poste se retrouve inoccupé entre deux mouvements diplomatiques pour une raison autre que celle visée à l'article 17 du présent arrêté, une liste des postes ouverts à affectation est établie par W.B.I. Cette liste est ensuite approuvée par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française.

W.B.I. consulte en priorité les membres du personnel de la carrière extérieure en fonction à l'administration centrale pour les postes ouverts à affectation. Si, à l'issue de cette consultation, certains postes demeurent vacants, la consultation sera étendue à l'ensemble du personnel de la carrière extérieure.

Section 5. — De l'affectation

Art. 11. § 1^{er}. Le Comité de direction de W.B.I. examine l'aptitude des candidats au regard des besoins du poste diplomatique et du profil de la fonction, et la motivation des candidats.

§ 2. Le Comité réalise cet examen en se basant notamment sur les connaissances linguistiques et l'expérience acquise. Sont également pris en compte les rapports de mission ou de séjour en poste diplomatique et les évaluations liées au dernier poste occupé.

§ 3. Le Comité de direction établit un avis motivé provisoire sur les candidats.

Cet avis provisoire est notifié aux candidats.

Tout candidat peut, dans les quinze jours de la notification, faire valoir ses observations ou introduire une réclamation auprès du président du Comité de direction. Le Comité de direction statue sur la réclamation dans le mois de sa réception, après avoir entendu le réclamant si celui-ci en a exprimé le souhait. Le réclamant peut se faire assister de la personne de son choix.

La décision motivée du Comité de direction sur les observations ou la réclamation est notifiée à celui qui a fait valoir ses observations ou qui a introduit une réclamation.

En cas de modification de l'avis motivé provisoire, l'avis motivé définitif est notifié à tous les candidats. Il y est fait mention des différentes voies de recours.

Le Comité de direction transmet l'avis motivé définitif aux Ministres des Relations internationales du Gouvernement wallon et du Gouvernement de la Communauté française, qui en informent le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française et leur proposent des affectations.

Art. 12. § 1^{er}. Les affectations en poste diplomatique et à l'administration centrale sont arrêtées par les Gouvernements.

§ 2. L'administrateur général est chargé de la mise en œuvre des décisions afférentes à l'affectation des membres du personnel de la carrière extérieure.

§ 3. Il n'existe pas de droit à l'affectation en poste diplomatique.

Section 6. — De la lettre de mission et du rapport d'activités

Art. 13. Lors de chaque affectation en poste diplomatique, l'administrateur général établit, dans les trois mois de l'affectation au plus tard, avec la collaboration du membre du personnel de la carrière extérieure désigné, une lettre de mission qui définit les objectifs à atteindre. La lettre de mission est approuvée par le(s) Ministre(s) compétent(s). Elle peut être adaptée au cours de la mission dans les mêmes conditions.

Art. 14. § 1^{er}. Lors de son entrée en fonction dans un nouveau poste diplomatique, le membre du personnel de la carrière extérieure rédige un rapport concis d'entrée en fonction dans lequel il décrit l'état de la situation qu'il découvre, en visant notamment l'état de la coopération et les relations avec les autorités et partenaires du pays, l'état organisationnel et financier du poste.

§ 2. Le membre du personnel de la carrière extérieure rédige un rapport annuel d'activités établi, notamment, en fonction des objectifs contenus dans la lettre de mission.

§ 3. Le membre du personnel de la carrière extérieure transmet ledit rapport aux Ministres des Relations internationales du Gouvernement wallon et du Gouvernement de la Communauté française par la voie hiérarchique.

Art. 15. § 1^{er}. L'évaluation des membres du personnel de la carrière extérieure affectés à un poste diplomatique, est établie à la fois sur la base du rapport d'activités mentionné à l'article 14 du présent arrêté et sur la base des critères d'évaluation déterminés au Titre VIII du Livre premier de l'arrêté du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International et fixé dans le modèle figurant en annexe IX de l'arrêté précité.

§ 2. Il sera procédé à deux évaluations entre deux mouvements diplomatiques :

- la première, entre vingt et vingt-quatre mois après l'approbation de la lettre de mission;
- la deuxième, entre six et douze mois avant le terme de la période d'affectation en poste diplomatique.

§ 3. Lorsqu'au terme d'une évaluation, un membre du personnel de la carrière extérieure obtient la mention défavorable, il est réaffecté à l'administration centrale et la fonction pour laquelle il a été désigné fait l'objet d'un nouvel appel aux candidats, le remplaçant étant chargé d'achever le mouvement diplomatique en cours.

Toutefois, en cas de recours introduit, cette réaffectation et l'appel à candidatures ne peuvent intervenir avant la décision de l'autorité compétente prise au terme de la procédure de recours.

§ 4. En cas de seconde évaluation successive portant la mention défavorable, l'Administrateur général formulera une proposition de licenciement.

Section 7. — De la formation

Art. 16. Lors de leur retour périodique à l'administration centrale, les membres de la carrière extérieure bénéficient des formations.

Section 8. — Les congés de maladie de longue durée

Art. 17. § 1^{er}. Le congé de maladie ne sera accordé au membre du personnel de la carrière extérieure que sur production d'une attestation médicale circonstanciée.

§ 2. Si le congé de maladie du membre du personnel de la carrière extérieure dépasse une période ininterrompue de trente jours calendrier, l'administrateur général peut autoriser son remplacement temporaire. Ledit remplacement ne pourra excéder la durée du congé de maladie.

§ 3. Le remplacement visé au § 2 sera assuré par un membre du personnel de la carrière extérieure affecté temporairement à l'administration centrale, en vertu de l'article 11, § 1^{er}.

§ 4. Durant cette période, le membre du personnel de la carrière extérieure qui assure le remplacement temporaire bénéficiera d'une indemnité de poste. L'indemnité de retour et l'indemnité spéciale de transfert ne sont plus perçues durant cette même période.

CHAPITRE III. — Dispositions particulières de la carrière extérieure en matière de statut pécuniaire pour le personnel de la carrière extérieure

Section 1^{re}. — Fixation des échelles de traitement

Art. 18. Une échelle de traitement est octroyée au titulaire d'un grade conformément à la correspondance suivante :

- l'échelle de traitement A 6 pour le grade d'attaché;
- l'échelle de traitement A 5 pour le grade de premier attaché;
- l'échelle de traitement A 4 pour le grade de directeur.

Section 2. — Des indemnités et allocations diverses

Sous-section 1^{re}. — Généralités

Art. 19. Les membres du personnel de la carrière extérieure bénéficient, en raison du caractère représentatif de leur mission et des contraintes de l'éloignement, d'indemnités et d'allocations diverses.

Seules les indemnités et allocations visées aux articles 21 à 29 peuvent être accordées aux membres du personnel de la carrière extérieure et ce, dans les conditions décrites dans ces articles et conformément aux règles applicables au Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, ci-dessous dénommé SPF Affaires étrangères.

Les composantes de l'indemnité de poste, telles que notamment les coefficients du coût de la vie et l'indemnité de pénibilité sont revues semestriellement par le SPF Affaires étrangères. Les modifications du montant de ces composantes sont directement applicables aux membres du personnel de la carrière extérieure.

Le montant de l'indemnité dépend de la fonction occupée par le diplomate.

Art. 20. Les indemnités et allocations diverses prévues à l'article 19 du présent arrêté sont :

- 1° l'indemnité de poste;
- 2° l'indemnité des délais;
- 3° l'indemnité de congé;
- 4° l'indemnité de retour et l'indemnité spéciale de transfert;
- 5° l'indemnité d'installation;
- 6° l'indemnité pour frais de dernière maladie et de funérailles;
- 7° les indemnités pour charge familiale;
- 8° l'intervention dans les frais scolaires;
- 9° l'intervention dans les frais de retours familiaux périodiques.

Sous-section 2. — De l'indemnité de poste

Art. 21. § 1^{er}. Les membres du personnel de la carrière extérieure affectés à un poste diplomatique reçoivent, outre leur traitement, une indemnité de poste fixée conformément aux règles applicables au SPF Affaires étrangères et dont le mode de calcul est explicité en annexe du présent arrêté.

§ 2. L'indemnité de poste est composée des éléments suivants :

- 1° mobilité;
- 2° affectation;
- 3° représentation passive;
- 4° éloignement;
- 5° pénibilité;
- 6° frais transport;
- 7° réception ou représentation active.

§ 3. Les composantes de l'indemnité de poste visées aux points 1 à 6 du § 2 sont forfaitaires et non justifiables.

Pour le calcul de la composante de l'indemnité de poste visée au point 3 du § 2 (représentation passive), les membres du personnel de la carrière extérieure sont rattachés aux catégories CD3 à CD6 utilisées par le SPF Affaires étrangères pour classer la représentation passive des collaborateurs diplomatiques.

La composante de l'indemnité de poste visée au point 7 du § 2 (réception ou représentation active) constitue une intervention provisionnelle sur les frais de représentation du membre du personnel de la carrière extérieure bénéficiaire de ladite indemnité. Elle est à justifier. Pour le calcul de cette composante de l'indemnité de poste, les membres du personnel de la carrière extérieure sont assimilés à la catégorie « collaborateur diplomatique » et le coefficient de représentation à prendre en compte est repris dans le tableau en annexe 2 du présent arrêté.

Une liste exemplative des frais couverts par la composante de l'indemnité de poste visée au point 7 du § 2 est reprise en annexe 1 du présent arrêté.

Sous-section 3. — De l'indemnité des délais

Art. 22. § 1^{er}. Pendant la période de deux mois qui précède immédiatement l'arrivée en poste diplomatique, période dite "des délais", le membre du personnel de la carrière extérieure reçoit une indemnité, dont le montant correspond à 75 % de son traitement de grade brut indexé s'il est célibataire, veuf, divorcé, ou sans enfant à charge, et 100 % de ce traitement dans les autres cas.

§ 2. Cette indemnité n'est payée qu'aux membres du personnel de la carrière extérieure qui étaient en fonction à l'administration centrale avant leur nouvelle désignation.

Sous-section 4. — De l'indemnité de congé

Art. 23. § 1^{er}. Pendant la durée des congés annuels ainsi que pendant la durée des voyages aller-retour à l'occasion de ces congés, l'indemnité de poste est remplacée par une indemnité de congé. Cette disposition n'est d'application qu'à partir du 31^e jour de congés annuels cumulés. Ce sont les jours d'absence de la juridiction qui sont pris en considération pour le calcul des 30 jours.

§ 2. Lorsque le membre du personnel de la carrière extérieure n'a pas reçu pour instruction de quitter définitivement son poste, l'indemnité de congé est égale à 75 % de la dernière indemnité de poste allouée.

§ 3. Lorsque le membre du personnel de la carrière extérieure a reçu pour instruction de quitter définitivement son poste, l'indemnité de congé est égale à 100 % de son traitement de grade brut indexé, s'il est marié ou a la charge d'enfant ou 75 % de son traitement de grade brut s'il est célibataire, veuf ou divorcé sans enfant à charge. Cette dernière indemnité ne donne pas lieu à justification de son utilisation.

§ 4. Pour un membre du personnel de la carrière extérieure invité à quitter définitivement son poste et affecté à l'administration centrale, le bénéfice de l'indemnité est accordé pendant la durée du solde du congé né du chef de ses fonctions à l'étranger et dont il est autorisé à bénéficier.

Sous-section 5. — De l'indemnité de retour et de l'indemnité spéciale de transfert

Art. 24. § 1^{er}. Les membres du personnel de la carrière extérieure affectés à l'administration centrale reçoivent une indemnité mensuelle de logement, excepté les diplomates qui étaient en poste diplomatique en Belgique. Cette indemnité est octroyée pendant trois ans d'affectation ininterrompue à l'administration centrale, à hauteur de 100 % la première année et de 50 % les suivantes.

Cette indemnité est calculée sur base du traitement de grade mensuel indexé. Elle est égale à :

- 1/10^e de ce montant pour les membres de la carrière extérieure célibataires, veufs ou divorcés n'ayant pas d'enfant mineur à charge;
- 1/6^e de ce montant pour les membres de la carrière extérieure mariés et assimilés sans enfant ou ayant un enfant mineur à charge;
- 1/5^e de ce montant pour les membres de la carrière extérieure mariés et assimilés ayant au moins deux enfants mineurs à charge.

Elle n'est pas payée au membre du personnel de la carrière extérieure autorisé à bénéficier du solde de son congé né du chef de ses fonctions à l'étranger.

§ 2. Les membres du personnel de la carrière extérieure affectés à l'administration centrale reçoivent en outre une indemnité mensuelle spéciale de transfert, dont la durée est égale à celle de l'indemnité de logement. L'indemnité spéciale de transfert est d'un montant de 37,18 EUR augmenté de 25 % lorsque l'agent est marié ou cohabitant.

Sous-section 6. — De l'indemnité d'installation

Art. 25. § 1^{er}. En cas de déménagement rendu nécessaire par une nouvelle affectation, une indemnité dite "d'installation" peut être allouée au membre du personnel de la carrière extérieure affecté à un poste diplomatique ou à l'administration centrale.

§ 2. Le membre du personnel de la carrière extérieure établit sa demande sous forme de déclaration de créance établie sur base des frais réels, accompagnée des pièces justificatives des débours. Cette déclaration de créance doit être envoyée à l'administrateur général endéans les six mois suivant la date à laquelle le logement a été occupé.

§ 3. Seules les dépenses faites à fonds perdus, c'est-à-dire dont l'objet est irrécupérable lorsque le membre du personnel de la carrière extérieure quitte définitivement le logement, sont prises en considération.

§ 4. L'indemnité d'installation ne peut dépasser 25 % du traitement du grade annuel brut indexé. Cette limite est portée à 12,5 % lors d'une affectation à un poste diplomatique en Belgique ou à l'administration centrale. Cette indemnité est calculée en conformité avec les règles du SPF Affaires étrangères.

Sous-section 7. — De l'indemnité pour frais de dernière maladie et de funérailles

Art. 26. En cas de décès d'un membre du personnel de la carrière extérieure, il est liquidé au profit de la ou des personnes qui a ou ont exposé les frais de dernière maladie et de funérailles, une indemnité égale à un mois de tous les émoluments du défunt, soit le traitement net, l'indemnité de poste et le supplément de 25 %.

Sous-section 8. — Des indemnités pour charge familiale

Art. 27. Les membres du personnel de la carrière extérieure en poste diplomatique à l'étranger depuis plus de six mois consécutifs bénéficient d'une indemnité pour charges familiales équivalente au double des allocations ordinaires majorées des suppléments octroyés en raison de l'âge des enfants.

Sous-section 9. — De l'intervention dans les frais scolaires

Art. 28. § 1^{er}. Les membres du personnel de la carrière extérieure en poste diplomatique à l'étranger peuvent bénéficier d'une intervention dans les frais scolaires de leurs enfants, pour autant que ceux-ci ne bénéficient pas d'une allocation pour frais d'études octroyée par une autre administration ou un autre organisme.

§ 2. Peuvent être pris en considération pour le bénéfice de cette intervention, les enfants dont le membre du personnel de la carrière extérieure a la garde et la charge, qui font partie de son ménage et qui sont âgés de quatre à vingt-cinq ans accomplis.

Seules les études de plein exercice, du niveau maternel jusqu'au niveau universitaire, organisées régulièrement sont prises en considération.

§ 3. Les montants d'intervention ainsi que les dépenses admissibles au remboursement sont fixés conformément aux règles applicables au SPF Affaires étrangères.

Sous-section 10. — De l'intervention dans les frais de retours familiaux périodiques

Art. 29. Les frais de retour en congé en Belgique et éventuellement de retour en poste diplomatique du membre du personnel de la carrière extérieure en poste diplomatique à l'étranger et des membres de sa famille sont remboursables à partir d'une certaine durée de séjour ininterrompue dans le poste diplomatique déterminée conformément aux règles applicables au SPF Affaires étrangères et dans la limite d'un billet de classe économique.

CHAPITRE IV. — *Autres modalités d'application*

Art. 30. § 1^{er}. Les membres du personnel de la carrière extérieure en poste diplomatique à l'étranger peuvent, si les nécessités de service le permettent, obtenir chaque année un congé de trente jours ouvrables, au prorata des prestations à l'étranger dans le courant de l'année.

§ 2. Un supplément de congé de quinze jours ouvrables par an maximum peut être accordé au prorata de la durée du séjour à l'étranger conformément aux règles applicables au SPF Affaires étrangères.

§ 3. Le membre du personnel de la carrière extérieure qui n'a pu obtenir, pour des raisons de service préalablement constatées et approuvées par l'administrateur général, les congés prévus aux alinéas précédents, pourra en bénéficier durant dix-huit mois après la fin de l'année civile à laquelle les congés se rapportent. Toutefois, la durée des congés cumulés ne peut dépasser nonante jours ouvrables. Toute partie de l'arriéré dépassant la limite précitée est annulée à la fin de chaque année civile.

§ 4. Le temps consacré au voyage direct à destination de la Belgique ou de retour direct en poste diplomatique n'entre pas en ligne de compte pour le calcul de la durée du congé.

CHAPITRE V. — *Affectation d'agents sectoriels auprès des délégations et bureaux Wallonie-Bruxelles*

Art. 31. § 1^{er}. W.B.I. établit tous les deux ans une évaluation des besoins, au sein des délégations et bureaux Wallonie-Bruxelles, en agents sectoriels de niveau A et en agents de W.B.I. de niveau A, non membre du personnel de la carrière extérieure.

§ 2. En fonction de l'évaluation des besoins, W.B.I. et, le cas échéant, les administrations fonctionnelles concernées établissent un profil de fonction définissant les missions spécifiques. Le congé pour mission ou, le cas échéant, la mise à disposition est approuvé conjointement par les Ministres ayant respectivement dans leurs compétences les Relations internationales et la Fonction publique, ainsi que le ou les Ministres fonctionnels concernés.

Dans le cadre d'un congé pour mission, les Ministres examinent également les modalités de financement de la rémunération du personnel mis en congé pour mission.

§ 3. Tout en restant sous l'autorité fonctionnelle de son administration d'origine, l'agent en congé pour mission ou mis à disposition est placé, dès son arrivée dans le poste diplomatique, sous l'autorité diplomatique du délégué général ou du délégué; il lui transmettra, ainsi qu'à l'administrateur général de Wallonie-Bruxelles International, toutes les informations, tous rapports et compte-rendu en liaison avec l'activité du poste diplomatique. L'agent inscrira ses démarches dans les objectifs politiques assignés au poste diplomatique.

Art. 32. § 1^{er}. Une indemnité de poste mensuelle est accordée aux agents visés à l'article 31, § 1^{er}, lorsqu'ils sont en poste diplomatique.

§ 2. L'indemnité de poste mensuelle visée au § 1^{er} est composée des éléments suivants :

1^o une indemnité forfaitaire destinée à couvrir les frais qui découlent du fait d'exercer une fonction de représentation;

2^o une indemnité pour réception qui constitue une avance sur les frais exposés pour les réceptions qui doivent être organisées par l'agent ou auxquelles l'agent doit participer du chef de la fonction exercée. L'utilisation du montant total de cette indemnité doit être justifiée annuellement.

Si le montant justifié est inférieur au montant total de l'indemnité, la différence entre le montant de l'indemnité et le montant justifié est récupérée par retenue sur l'indemnité de poste. Si le montant justifié est supérieur au montant total de l'indemnité, la différence entre le montant justifié et l'indemnité n'est pas remboursée.

§ 3. 1° Les montants de l'indemnité forfaitaire mensuelle visée au § 2, 1°, s'élèvent à :

- 371,85 EUR pour les agents ayant au minimum le rang A4;
- 247,90 EUR pour les agents ayant au minimum le rang A6.

2° Les montants de l'indemnité mensuelle pour réception visée au § 2, 2°, s'élèvent à :

- 371,85 EUR pour les agents ayant au minimum le rang A4;
- 247,90 EUR pour les agents ayant au minimum le rang A6.

3° Les montants visés au présent article, 1° et 2°, sont liés aux fluctuations de l'indice de prix, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public.

Ces montants sont rattachés à l'indice-pivot 101,12 au 1^{er} octobre 1997.

Ils sont liquidés sur une base mensuelle.

§ 4. A l'exception des agents visés à l'article 31, § 1^{er}, qui sont en poste diplomatique à l'étranger, les bénéficiaires de l'indemnité de poste visée au présent article ne peuvent percevoir :

- l'indemnité de rapatriement ou l'indemnité de retour en congé;
- l'indemnité de déménagement ou l'allocation d'installation;
- l'intervention dans la location d'un logement ou l'allocation pour privation de logement;
- les frais de scolarité pour les enfants aux études;
- les chèques repas;
- l'indemnité pour frais de parcours;
- l'indemnité pour frais de séjour.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

Art. 33. Les membres du personnel de la carrière extérieure à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, occupent un emploi au cadre de la carrière extérieure jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de soixante-cinq ans et peuvent participer au mouvement diplomatique dans le respect du présent arrêté.

Art. 34. Les membres du personnel visés à l'article 33 du présent arrêté qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficient d'un traitement supérieur à celui auquel ils pourraient prétendre compte tenu de leur grade, conservent le bénéfice de l'échelle de traitement qui était la leur sous le régime pécuniaire antérieur aussi longtemps qu'ils détiennent, dans ladite échelle, un traitement supérieur.

Art. 35. L'article 51 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juin 1999 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de la carrière extérieure reste d'application, à titre transitoire, pour les membres du personnel visés à l'article 33 du présent arrêté.

Art. 36. L'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 octroyant une indemnité de poste aux agents de la Région wallonne composant la Délégation générale commune de la Région wallonne et de la Communauté française auprès de l'Union européenne est abrogé. Toutefois, les agents qui bénéficient de ces indemnités lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté continuent à en bénéficier tant qu'ils occupent cette fonction.

Art. 37. § 1^{er}. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2012.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, la durée du mouvement diplomatique, fixée à cinq ans à l'article 10, § 1^{er}, ne produira ses effets qu'à partir du 1^{er} août 2015.

Durant la période transitoire, un mouvement diplomatique d'une durée plus courte sera organisé en 2012 et prendra fin le 31 juillet 2015.

Les membres du personnel de la carrière extérieure dont la durée totale des missions en poste diplomatique effectuée consécutivement sans retour à l'administration centrale n'excède pas quinze années pourront participer à ce mouvement diplomatique.

Par dérogation à l'article 10, § 2, du présent arrêté, les personnes visées à l'alinéa précédent pourront être reconduites dans le même poste diplomatique.

En outre, le § 2 de l'article 15 est remplacé par la disposition suivante pour la durée du mouvement diplomatique visé par le présent paragraphe :

« § 2. Il sera procédé à une évaluation de ce mouvement diplomatique entre douze et six mois avant le terme de la période d'affectation en poste diplomatique. »

§ 3. Par ailleurs, les membres du personnel de la carrière extérieure dont la durée totale de leurs missions en poste effectuées consécutivement sans retour en service à l'administration centrale n'aura pas atteint dix ans au 31 juillet 2015 seront également consultés pour les postes ouverts à affectation au 1^{er} août 2015.

Le cas échéant, ces derniers effectueront leur mission dans le poste qui leur aura été attribué jusqu'à ce que la durée totale de leurs missions en poste atteigne dix ans et seront alors remplacé par un autre membre de la carrière extérieure pour le reste de la durée de la mission.

§ 4. Le § 3 de l'article 30 produit ses effets à partir de l'année civile 2012.

Art. 38. Les Ministres ayant respectivement dans leurs compétences les Relations internationales et la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 février 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ANNEXE 1^{re} : liste exemplative des frais couverts par l'indemnité de poste

A. Eléments de la partie forfaitaire

- Frais de scolarité, frais médicaux, frais d'installation, de déménagement, frais liés au logement provisoire à l'arrivée et au départ, loyers, frais liés aux voyages de service, frais de transport de bagages qui ne sont ni remboursés, ni pris en charge par W.B.I.;
- Frais de logement plus élevés en raison du caractère représentatif de l'habitation;
- Investissement dans de l'équipement (mobilier, équipement ménager) à des fins représentatives;
- Usure plus rapide et remplacement plus fréquent du mobilier, de l'équipement ménager, des vêtements, des objets d'art et de décoration, en raison de déménagements fréquents et de certaines conditions climatiques;
- Frais de garde-meubles pour le mobilier et l'équipement ménager;
- Frais plus élevés liés au véhicule : remplacement fréquent, adaptation aux circonstances locales, assurances, besoin presque permanent pour les couples d'entretenir un deuxième véhicule;
- Frais plus élevés pour les appareils électriques (ménagers, vidéo et audio, P.C., etc.) en raison des spécificités techniques en matière de courant électrique, de prises, de prescriptions de sécurité et de normes locales;
- Frais d'habillement plus élevés, les vêtements devant servir à des fins représentatives;
- Frais d'habillement plus élevés, en raison de circonstances climatiques;
- Frais supplémentaires en matière d'approvisionnement dans certains postes, du fait que certaines marchandises font défaut sur le marché local et doivent être importées;
- Mesures de sécurité et polices d'assurance spéciales sur les personnes et les biens dans les pays à risques;
- Frais d'agence et garanties locatives;
- Assurances complémentaires revenus et pension pour conjoints n'ayant pas de revenus propres;
- Frais de déplacement pour le retour en Belgique, dans les postes où le voyage de retour remboursé n'est pas annuel;
- Frais de logement et de transport pendant les congés en Belgique;
- Assurances-assistance et assurances-vie plus coûteuses;
- Contacts avec le pays d'origine (notamment pour les agents ayant un conjoint étranger avec le pays d'origine de celui-ci) avec la famille et les proches : téléphone, correspondance;
- Abonnements aux journaux et périodiques belges ainsi qu'à des publications professionnelles spécialisées;
- Cours de langue pour l'agent et pour sa famille;
- Adhésion à certaines associations pour des motifs professionnels et de représentation;
- Frais découlant de la réintégration en Belgique, en cas d'affectation à l'Administration centrale ou au moment de la retraite.

B. Eléments réceptions

- Aliments, boissons, tabacs et friandises;
- Fleurs et bougies pour les tables et salles de réception;
- Location de vaisselle, de verres, de couverts et de linge de table, pour autant qu'il s'agisse de grandes réceptions, que ce matériel n'ait pas été fourni par W.B.I., qu'il soit ou non fourni par un traiteur;
- Services de chefs coq et de serveurs (pour autant, en ce qui concerne les chefs de poste, que ces services ne soient pas prestés par le personnel rémunéré au moyen des interventions provisionnelles pour frais de personnel), qu'ils soient ou non fournis par un traiteur;
- Notes et factures de restaurants et autres établissements pour ce qui concerne les réceptions tenues hors du domicile;
- Frais de participation à des déjeuners ou dîners de travail, pour autant qu'ils soient nécessaires dans le cadre de l'exercice de la fonction;
- Cadeaux et dons pour des raisons professionnelles ou de représentation;
- Un maximum de 5 % de l'intervention provisionnelle pour réceptions peut être consacré par le conjoint ou partenaire cohabitant du chef de poste à des frais de parure, de toilette ou de coiffure.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2012 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de la carrière extérieure de Wallonie-Bruxelles International.

Namur, le 2 février 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ANNEXE 2 : calcul de l'indemnité de poste

L'indemnité de poste est composée des éléments suivants :

1. indemnité de base;
2. indemnité d'éloignement;
3. indemnité de pénibilité;
4. indemnité pour réceptions.

Les catégories d'indemnités visées aux points 1 à 3 constituent l'indemnité d'affectation et de mobilité dont le calcul et l'attribution sont forfaitaires. L'indemnité visée au point 4 est l'indemnité de représentation.

1. Indemnité de base.

L'indemnité de base est une indemnité forfaitaire destinée à couvrir les frais qui découlent :

- des changements d'affectation en raison desquels l'agent est amené à déménager régulièrement d'un poste à l'autre, d'un poste vers une fonction à l'administration centrale ou d'une fonction à l'administration centrale vers un poste. Il s'agit ici de l'élément mobilité, une indemnité qui est accordée aux agents en poste;
- de l'obligation de s'établir à l'étranger pour y exercer certaines fonctions. Il s'agit ici de l'élément affectation, une indemnité allouée aux agents en poste à l'étranger;
- du fait d'exercer, en poste, une fonction de représentation. Il s'agit ici de l'élément représentation passive allouée aux agents en poste ainsi qu'aux collaborateurs diplomatiques, dans lequel ne sont pas compris différents devoirs de représentation visés dans l'indemnité de représentation.

Le montant de base de l'élément mobilité est fixé suivant les normes en vigueur au SPF Affaires étrangères.

Le montant de base de l'élément affectation est fixé suivant les normes en vigueur au SPF Affaires étrangères.

Le montant de base de l'élément représentation passive est fixé sur base de l'échelle de collaborateur diplomatique (CD6) en vigueur au SPF Affaires étrangères.

Ces montants sont mis à jour annuellement par le SPF Affaires étrangères.

Le montant de base servant au calcul de l'indemnité de base est égal à la somme des montants de base des éléments mobilité, affectation et représentation passive. L'indemnité de base est égale au montant de base total, multiplié d'abord par le coefficient du coût de la vie⁽¹⁾ attribué au poste donné, et majoré, le cas échéant, du supplément d'indemnité de poste de 25 % prévu lorsque le conjoint accompagne le diplomate en poste.

2. Indemnité d'éloignement

Les postes sont classés par rang d'éloignement; ces rangs sont au nombre de cinq, à savoir :

rang 1 : les postes en Belgique, ainsi que ceux qui se situent dans un rayon de 300 km par voie terrestre à partir de la frontière du pays;

rang 2 : les postes situés sur le territoire de l'UE, ainsi que la Norvège, la Suisse, la Hongrie et la Croatie;

rang 3 : les autres pays européens, ainsi que la Turquie, le Maroc et la Tunisie;

rang 4 : les postes aux Etats-Unis, au Canada, au Proche-Orient et en Afrique du Nord, à l'exception de ceux visés au rang 3;

rang 5 : tous les autres postes qui ne sont pas classés dans un des rangs de 1 à 4.

L'indemnité d'éloignement couvre les frais d'éloignement non couverts ou incomplètement couverts par l'indemnité de base, et ce en proportion de l'éloignement du poste par rapport à la Belgique.

Les montants de base de l'indemnité d'éloignement sont mis à jour annuellement par le SPF Affaires étrangères.

L'indemnité d'éloignement est égale au montant de base majoré de 100 % pour les agents dont le conjoint accompagne en poste et de 50 % par enfant à charge⁽²⁾.

3. Indemnité de pénibilité

Les postes sont classés par rangs de pénibilité, qui sont au nombre de 6, le rang 1 étant caractérisé par le niveau de pénibilité le plus bas et le rang 6 par le niveau le plus élevé.

Le classement des postes par rang de pénibilité s'effectue sur la base des critères suivants :

- conditions climatiques;
- isolement social;
- sécurité;
- situation au niveau sanitaire et en matière d'environnement, pour autant que celle-ci soit susceptible d'avoir des effets néfastes sur la santé;
- présence, accessibilité et qualité des soins médicaux;
- présence, accessibilité et qualité des équipements matériels, tels que le logement et l'approvisionnement en biens de première nécessité.

Chaque année, au mois de décembre, le classement des postes par rang de pénibilité est réévalué par le SPF Affaires étrangères.

Le nouveau classement établi suite à l'évaluation annuelle sera appliqué à partir du mois de février suivant.

L'indemnité de pénibilité est égale au montant de base majoré de 50 % pour les agents dont le conjoint est en poste

4. Indemnité pour réceptions

L'indemnité pour réceptions est une avance sur les frais exposés pour les réceptions qui doivent être organisées par l'agent et/ou par son conjoint ou auxquelles l'agent et/ou son conjoint doivent participer du chef de la fonction exercée.

Le niveau de cette indemnité est fixé, par définition, de manière à ce qu'elle soit suffisante, compte tenu du montant de base, du coefficient coût de la vie et du coefficient de représentation, pour couvrir tous les frais occasionnés par les réceptions et ce pour une période de 12 mois, allant du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année suivante.

Un supplément d'indemnité en dérogation à la règle ne pourra être accordé que dans le cas de devoirs de représentation spéciaux ou exceptionnels tels que visites royales et princières, visites ministérielles, manifestations importantes, fêtes officielles de la Région wallonne et de la Communauté française, missions culturelles, économiques et commerciales et autres. Ce supplément ne pourra être accordé qu'à la demande expresse de l'agent, et si Wallonie-Bruxelles International estime que, vu le montant de l'indemnité pour réceptions, un supplément est indispensable pour couvrir les frais découlant de ces devoirs spéciaux ou exceptionnels.

On entend par réceptions, dans le chef de l'agent et de son conjoint :

- les réceptions, dîners, buffets, déjeuners, petits déjeuners et autres organisés par l'agent à son domicile privé ou à l'extérieur de celui-ci, dans le cadre de l'exercice de sa fonction;
- les déjeuners de travail ou dîners diplomatiques où chacun des participants couvre ses propres frais, dans la mesure où la participation de l'agent est indispensable dans le cadre de l'exercice de sa fonction.

Le montant de base de l'indemnité pour réceptions est fixé de la manière suivante :

- pour les délégués généraux et délégués : indemnité de réception « chef de poste »;
- pour les conseillers : indemnité de réception « collaborateur diplomatique ».

L'indemnité pour réceptions est égale au montant de base multiplié par le coefficient coût de la vie et par le coefficient représentation, puis majorée de 25 % pour les agents dont le conjoint accompagne en poste. Chaque année, les agents sont tenus de justifier, selon les modalités prescrites par note de service, l'utilisation du montant total de l'indemnité pour réceptions.

Le coefficient de représentation est de 1,00.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2012 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de la carrière extérieure de Wallonie-Bruxelles International.

Namur, le 2 février 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

—————
Note

(¹) Le coefficient coût de la vie est l'expression mathématique de la différence en matière de coût de la vie rencontrée par les expatriés, par rapport au coût de la vie en Belgique ou d'un poste à l'autre. Le coefficient applicable aux postes en Belgique est fixé à 1,00. Les coefficients applicables aux postes à l'étranger sont fixés sur la base des taux pratiqués par le Service public fédéral des Affaires étrangères et modifiés deux fois par an sur cette base.

(²) Dans le cas de conjoints se trouvant tous deux en poste, l'augmentation pour enfants à charge n'est allouée qu'à l'un d'eux, à savoir l'agent exerçant ses fonctions dans le poste classé dans le rang d'éloignement le plus élevé. Si des conjoints sont affectés au même poste ou à des postes différents ayant même rang d'éloignement, l'augmentation pour enfants à charge est allouée à l'agent féminin, à moins que les agents concernés n'aient exprimé le souhait qu'il en soit autrement.

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 897

[2012/201622]

2. FEBRUAR 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals des Außendienstes von Wallonie Bruxelles International

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. März 2008 zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für die internationalen Beziehungen "Wallonie-Bruxelles", insbesondere des Artikels 4;

Aufgrund des Dekrets vom 8. Mai 2008 zur Zustimmung zu dem Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für internationale Beziehungen "Wallonie-Bruxelles" und des Dekrets vom 8. Mai 2008 zur Zustimmung, was die Angelegenheiten betrifft, die durch die Französische Gemeinschaft der Wallonischen Region übertragen wurden, zu dem Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für die internationalen Beziehungen Wallonie-Bruxelles;

Aufgrund der am 24. April 2007, am 31. Oktober 2007 und am 8. November 2007 abgegebenen Gutachten der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 9. November 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 22. November 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 4. August 2008, am 7. Juli 2009 und am 28. September 2011 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachten Nr. 44.792/2/V, 46.839/4 und 50.293/4 des Staatsrats;

Aufgrund der am 17. Januar 2008 und am 1. Februar 2012 ausgefertigten Protokolle Nr. 497 und 563 des Sektorenausschusses XVI;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten und des Ministers für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass ist anwendbar auf die Personalmitglieder von Wallonie-Bruxelles International, nachstehend "die Einrichtung" genannt. Jedes Personalmitglied des Außendienstes der Einrichtung vertritt die Französische Gemeinschaft und die Wallonische Region.

Art. 2 - Die Eigenschaft als Personalmitglied des Außendienstes der Einrichtung wird den folgenden Personen zuerkannt:

- jedem Personalmitglied, das innerhalb besagten Außendienstes endgültig beschäftigt ist;
- jeder kraft Artikel 8 des vorliegenden Erlasses benannten Person;
- den Vertragspersonalmitgliedern, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingestellt wurden und seitdem innerhalb besagten Außendienstes beschäftigt sind.

Art. 3 - Ein Organisationsplan der Missionen und Büros, in dem ihre Strukturen und die Personalmitglieder angegeben werden, wird jährlich im Tätigkeitsbericht der Einrichtung veröffentlicht.

Art. 4 - Die folgenden Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von "Wallonie-Bruxelles international" sind auf die Mitglieder des statutarischen Personals des Außendienstes anwendbar:

- Buch I, Titel I: "Eigenschaft als Bediensteter, Rechte und Pflichten";
- Buch I, Titel II: "Allgemeine Bestimmungen";
- Buch I, Titel III: "Anwerbung und Laufbahn";
- Buch I, Titel IV: "Anwerbung und Laufbahn der behinderten Personen";
- Buch I, Titel VII: "Die Unvereinbarkeiten";
- Buch I, Titel VIII: "Die Bewertung";
- Buch I, Titel IX, Kapitel II: "Der Direktionsausschuss";
- Buch I, Titel X: "Disziplinarordnung";
- Buch I, Titel XI: "Die Beschwerdekammer";
- Buch I, Titel XII: "Einstweilige Amtsenthebung im Interesse des Dienstes";
- Buch I, Titel XIII: "Die administrativen Stände und das administrative Dienstalter";
- Buch I, Titel XIV: "Verlust der Eigenschaft eines Bediensteten und Ausscheiden aus dem Amt";
- Buch I, Titel XV: "Besoldungsstatut";
- Buch III: "Urlaub und sonstige Abwesenheiten der Bediensteten".

KAPITEL II — *Sonderbestimmungen*
für den Außendienst im Bereich des Verwaltungsstatuts des Personals des Außendienstes

Abschnitt 1 — Bezeichnungen und Ämter

Art. 5 - § 1. Unter "diplomatischer Posten" ist die diplomatische Vertretung der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region sowohl in Belgien als im Ausland zu verstehen, der der Generalabgeordnete, der Abgeordnete oder der Berater zugeteilt ist.

§ 2. Die in diplomatischen Posten diensttätigen Personalmitglieder des Außendienstes führen die Bezeichnung des von ihnen ausgeübten Amtes, d.h. entweder "Abgeordneter" oder "Generalabgeordneter", oder "Berater".

Bei der Zentralverwaltung führen die Personalmitglieder des Außendienstes die Bezeichnung des von ihnen ausgeübten Amtes.

§ 3. Innerhalb des Außendienstes gibt es drei Dienstgrade, die in Artikel 9, § 1 bestimmt werden.

Dem Inhaber eines Dienstgrades wird eine Gehaltstabelle nach den in Artikel 18 festgesetzten Übereinstimmungen zugeteilt.

Abschnitt 2 — Pflichten

Art. 6 - Die Personalmitglieder des Außendienstes sind verpflichtet, das ihnen im Ausland, in Belgien, oder bei der Zentralverwaltung zugewiesene Amt auszuüben. Sie sind verpflichtet, die mit ihrer Amtsausübung verbundenen Aufgaben unter ständiger Berücksichtigung der Interessen der Regierungen zu erfüllen, zwar insbesondere gemäß der in Artikel 13 des vorliegenden Erlasses erwähnten Aufgabenbeschreibung. Bei der Ausführung ihrer Aufgabe sorgen die Personalmitglieder des Außendienstes dafür, dass sie die Beziehungen zu anderen Staaten nicht gefährden und die geltenden Zusammenarbeitsabkommen beachten.

Abschnitt 3 — Anwerbung

Art. 7 - § 1. Die in Titel III "Anwerbung und Laufbahn" des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft und des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von Wallonie Bruxelles International erwähnten Bestimmungen finden in Ermangelung spezifischer, durch den vorliegenden Erlass festgelegter Regeln Anwendung.

§ 2. Die erfolgreichen Teilnehmer an einem diplomatischen Anwerbungswettbewerb, der vom SELOR für die Einrichtung veranstaltet worden ist, können zu Bediensteten des Außendienstes ernannt werden, wenn sie eine einjährige Probezeit, die mindestens einen diplomatischen Aufenthalt einschließt, innerhalb von W.B.I. erfolgreich bestanden haben.

Abschnitt 4 — Anwerbung für eine Sonderaufgabe

Art. 8 - § 1. Aufgrund spezifischer Umstände, die mit einer politischen und/oder geopolitischen Lage zusammenhängen, oder aufgrund besonderer Umstände, die mit dem Posten zusammenhängen, oder aufgrund der strategischen Bedeutung des Postens, die mit der Regierungspolitik zusammenhängt, können die Wallonische Regierung und die Regierung der Französischen Gemeinschaft durch innerhalb des Rates beschlossene, ordnungsgemäß begründete Erlasse eine auf vier begrenzte Anzahl Hohe Vertreter benennen, die zum Außendienst nicht gehören, um einen oder mehrere für die Zuweisung offene Posten bis zur nächsten diplomatischen Personalbewegung zu besetzen, oder um eine Sonderaufgabe im Ausland zu erfüllen.

Die Regierungen unterbreiten der Begutachtung des Direktionsausschusses von W.B.I. vor der Benennung die Liste der für eine Sonderaufgabe berücksichtigten Posten sowie die Umstände zur Rechtfertigung dieser Auswahl.

Innerhalb eines Monats übermittelt der Direktionsausschuss von W.B.I. den Regierungen ein Gutachten.

§ 2. Diese Hohen Vertreter werden im Rahmen ihrer Aufgabe die Bezeichnung als "Abgeordneter" führen.

Diese spezifische Aufgabe wird im Rahmen einer vertraglichen Beziehung durchgeführt und die zu Hohen Vertretern ernannten Personen dürfen dieses Amt nach dem Alter von fünfundsechzig Jahren nicht mehr ausüben. Sie gibt keinen Anspruch auf endgültige Ernennung zu dem Amt, das sie verleiht. Wenn die Aufgabe beendet ist und unter allen Umständen spätestens vor der nächsten diplomatischen Personalbewegung wird dem Vertrag ein Ende gesetzt.

Innerhalb von sechs Monaten nach ihrer Benennung stellen die Hohen Vertreter, zusammen mit dem Minister, der mit den internationalen Beziehungen beauftragt ist, und dem Generalverwalter von W.B.I., dem Wallonischen Parlament ihre Anschauung dar und legen ihm ihre Aufgabenbeschreibung vor.

§ 3. Artikel 13 bis 15 und 17 ff. des vorliegenden Erlasses sind auf die Hohen Vertreter anwendbar.

Abschnitt 5 — Der Außendienst

Art. 9 - § 1. Innerhalb des Außendienstes gibt es drei Dienstgrade: Attaché, erster Attaché und Direktor. Die Beförderung eines Bediensteten zu einem höheren Dienstgrad erfolgt mittels einer Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad.

§ 2. Die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad ist die Ernennung in den nächsthöheren Dienstgrad innerhalb derselben Stufe wie der Stufe des Bediensteten.

Abschnitt 6 — Diplomatische Personalebewegung und Bedingungen für die Amtszuweisung

Art. 10 - § 1. Unter "diplomatische Personalebewegung" ist die periodische Änderung der Zuweisung der Personalmitglieder des Außendienstes zu verstehen. Sie findet alle fünf Jahre statt. Die Personalebewegung schließt die zeitweilige Zuweisung zu der Zentralverwaltung im Falle einer Nichtzuweisung zu diplomatischen Funktionen ein.

§ 2. Die Zuweisung der Personalmitglieder des Außendienstes in dem gleichen diplomatischen Posten kann einmal verlängert werden.

Die Gesamtdauer der Missionen in einem diplomatischen Posten, die von einem Personalmitglied des Außendienstes in unmittelbarer Reihenfolge durchgeführt werden, ohne bei der Zentralverwaltung wieder in Dienst zu treten, darf zwei Missionen nicht überschreiten.

§ 3. Bei jeder diplomatischen Personalebewegung wird von W.B.I. eine Liste der für eine Zuweisung offenen Posten ausgestellt.

Diese Liste wird anschließend von der Wallonischen Regierung und der Regierung der Französischen Gemeinschaft genehmigt.

W.B.I. zieht die Personalmitglieder des Außendienstes über die für eine Zuweisung offenen Posten zu Rate, mit Ausnahme derjenigen, deren letzte, in unmittelbarer Reihenfolge durchgeführte diplomatische Missionen eine Gesamtdauer darstellen, die zwei Missionen übertrifft.

§ 4. Jedes Mal, wenn ein Arbeitsplatz oder ein Posten innerhalb des Außendienstes zwischen zwei diplomatischen Personalebewegungen geschaffen wird, oder wenn ein Posten zwischen zwei diplomatischen Personalebewegungen aus einem anderen Grund als dem, der in Artikel 17 des vorliegenden Erlasses erwähnt ist, unbesetzt ist, wird eine Liste der für eine Zuweisung offenen Posten von W.B.I. ausgestellt. Diese Liste wird dann von der Wallonischen Regierung und der Regierung der Französischen Gemeinschaft genehmigt.

W.B.I. hört die bei der Zentralverwaltung amtierenden Personalmitglieder des Außendienstes über die für eine Zuweisung offenen Posten vorrangig an. Wenn am Abschluss dieser Anhörung einige Posten immer noch unbesetzt bleiben, wird die Anhörung auf das gesamte Personal des Außendienstes erweitert.

Abschnitt 5 — Zuweisung

Art. 11 - § 1. Der Direktionsausschuss von W.B.I. überprüft, ob die Kandidaten im Hinblick auf die Bedürfnisse des diplomatischen Postens und des Funktionsprofils geeignet sind, und inwiefern sie dafür motiviert sind.

§ 2. Der Ausschuss führt diese Überprüfung durch, indem er sich insbesondere auf die Sprachkenntnisse und die erworbene Erfahrung stützt. Die Missions- oder diplomatischen Aufenthaltsberichte sowie die Bewertungen betreffend den zuletzt besetzten Posten werden ebenfalls berücksichtigt.

§ 3. Der Direktionsausschuss stellt ein vorläufiges begründetes Gutachten über die Kandidaten aus.

Dieses begründete Gutachten wird den Kandidaten zugestellt.

Jeder Bewerber ist berechtigt, innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Zustellung seine Bemerkungen geltend zu machen oder eine Beschwerde beim Vorsitzenden des Direktionsausschusses einzureichen. Der Direktionsausschuss befindet über die Beschwerde innerhalb eines Monats nach ihrem Eingang, nachdem er den Beschwerdeführer angehört hat, wenn letzterer dies gewünscht hat. Der Beschwerdeführer ist berechtigt, sich dabei von einer Person seiner Wahl beistehen zu lassen.

Der begründete Beschluss des Direktionsausschusses über die Bemerkungen oder die Beschwerde wird demjenigen, der eine Beschwerde eingereicht oder seine Bemerkungen geltend gemacht hat, zugestellt.

Im Falle einer Änderung des vorläufigen Gutachtens wird das endgültige begründete Gutachten allen Kandidaten zugestellt. Die verschiedenen Einspruchsmöglichkeiten werden darin angegeben.

Der Direktionsausschuss übermittelt den Ministern für internationale Beziehungen der Wallonischen Regierung und der Regierung der Französischen Gemeinschaft das endgültige begründete Gutachten, und ihrerseits informieren diese die Wallonische Regierung und die Regierung der Französischen Gemeinschaft und machen Zuweisungsvorschläge.

Art. 12 - § 1. Die Zuweisungen zu diplomatischen Posten und zur Zentralverwaltung werden durch die Regierungen beschlossen.

§ 2. Der Generalverwalter wird mit der Durchführung der Entscheidungen betreffend die Zuweisung der Personalmitglieder des Außendienstes beauftragt.

§ 3. Es gibt keinen Anspruch auf die Zuweisung zu einem diplomatischen Posten.

Abschnitt 6 — Aufgabenbeschreibung und Tätigkeitsbericht

Art. 13 - Bei jeder Zuweisung zu einem diplomatischen Posten stellt der Generalverwalter in Zusammenarbeit mit dem benannten Personalmitglied des Außendienstes spätestens drei Monate nach der Zuweisung eine Aufgabenbeschreibung zur Festlegung der zu erreichenden Ziele aus. Die Aufgabenbeschreibung wird von dem oder den zuständigen Minister(n) genehmigt. Sie kann noch im Laufe der Mission unter denselben Bedingungen angepasst werden.

Art. 14 - § 1. Bei Dienstantritt in einem neuen diplomatischen Posten verfasst das Personalmitglied des Außendienstes einen knappen Bericht über den Dienstantritt, in dem er die Lage beschreibt, die er entdeckt, insbesondere was den Zustand der Zusammenarbeit und der Beziehungen zu den Behörden und zu den Partnern des Landes angeht, sowie die Organisations- und Finanzlage des Postens.

§ 2. Das Personalmitglied des Außendienstes verfasst, unter Berücksichtigung der Zielsetzungen, die die Aufgabenbeschreibung aufweist, einen jährlichen Tätigkeitsbericht.

§ 3. Das Personalmitglied des Außendienstes übermittelt den Ministern für internationale Beziehungen der Wallonischen Regierung und der Regierung der Französischen Gemeinschaft besagten Bericht über den Amtsweg.

Art. 15 - § 1. Die Bewertung der Personalmitglieder des Außendienstes, die einem diplomatischen Posten zugewiesen wurden, wird sowohl auf der Grundlage des in Artikel 14 des vorliegenden Erlasses erwähnten Tätigkeitsberichts als auch auf der Grundlage der in Titel VIII von Buch I des Erlasses vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von Wallonie-Bruxelles International bestimmten, und in dem in Anlage IX desselben Erlasses befindlichen Muster festgelegten Bewertungskriterien ausgestellt.

§ 2. Zwischen zwei diplomatischen Personalbewegungen finden zwei Bewertungen statt:

- die erste findet zwischen zwanzig und vierundzwanzig Monaten nach der Genehmigung der Aufgabenbeschreibung statt;
- die zweite findet zwischen sechs und zwölf Monaten vor dem Abschluss des Zuweisungszeitraumes in einem diplomatischen Posten statt.

§ 3. Wenn ein Personalmitglied des Außendienstes am Abschluss einer Bewertung negativ beurteilt wird, wird es der Zentralverwaltung wieder zugewiesen, und die Stelle, für die es benannt wurde, wird erneut Gegenstand eines Bewerberaufufes; dabei wird das Ersatzpersonalmitglied damit beauftragt, die laufende diplomatische Personalbewegung zu Ende zu führen.

Falls ein Einspruch eingereicht wird, dürfen diese Wiederzuweisung und der Bewerberaufuf jedoch nicht vor der Entscheidung der zuständigen Behörde am Ende des Einspruchsverfahrens stattfinden.

§ 4. Im Falle einer zweiten darauffolgenden Bewertung mit einem negativen Ergebnis schlägt der Generalverwalter eine Entlassung vor.

Abschnitt 7 — Ausbildung

Art. 16 - Bei ihrer regelmäßigen Rückkehr zur Zentralverwaltung haben die Personalmitglieder des Außendienstes Anspruch auf Ausbildungsgänge.

Abschnitt 8 — Langfristiger Krankheitsurlaub

Art. 17 - § 1. Der Krankheitsurlaub wird nur demjenigen Personalmitglied des Außendienstes gewährt, der eine ausführliche ärztliche Bescheinigung vorweisen kann.

§ 2. Wenn der Krankheitsurlaub des Personalmitglieds des Außendienstes einen ununterbrochenen Zeitraum von mehr als dreißig Kalendertagen dauert, kann der Generalverwalter seine zeitweilige Ersetzung erlauben. Besagte Ersetzung darf die Dauer des Krankheitsurlaubs nicht überschreiten.

§ 3. Die in § 2 erwähnte Ersetzung wird durch ein kraft Artikel 11, § 1 zeitweilig der Zentralverwaltung zugewiesenes Personalmitglied des Außendienstes vorgenommen.

§ 4. Während dieses Zeitraumes hat das Personalmitglied des Außendienstes, das die zeitweilige Ersetzung gewährleistet, Anspruch auf eine Postenvergütung. Die Rückkehrvergütung und die Sondertransfervergütung werden innerhalb desselben Zeitraumes nicht mehr gewährt.

KAPITEL III — Sonderbestimmungen für den Außendienst im Bereich des Besoldungsstatuts des Personals des Außendienstes

Abschnitt 1 — Festlegung der Gehaltstabellen

Art. 18 - Den Inhabern eines Dienstgrads wird entsprechend den nachfolgenden Angaben eine Gehaltstabelle zugeteilt:

- die Gehaltstabelle A 6 für den Dienstgrad eines Attachés;
- die Gehaltstabelle A 5 für den Dienstgrad eines ersten Attachés;
- die Gehaltstabelle A 4 für den Dienstgrad des Direktors;

Abschnitt 2 — Vergütungen und sonstige Zulagen

Unterabschnitt 1 — Allgemeines

Art. 19 - Wegen der Repräsentativität ihrer Mission und der mit der Entfernung verbundenen Erfordernisse haben die Personalmitglieder des Außendienstes Anspruch auf Vergütungen und sonstige Zulagen.

Den Personalmitgliedern des Außendienstes können nur die in Artikel 21 bis 29 erwähnten Vergütungen und Zulagen gewährt werden, und zwar unter den Bedingungen, die in diesen Artikeln beschrieben werden, dies gemäß den bei dem Föderalen Öffentlichen Dienst Auswärtige Angelegenheiten, Außenhandel und Entwicklungszusammenarbeit (nachstehend "Föderaler Öffentlicher Dienst Auswärtige Angelegenheiten" genannt) anwendbaren Regeln.

Die Komponenten der Postenvergütung, wie insbesondere die Koeffizienten der Lebenshaltungskosten und die Vergütung für die Arbeitsschwere, werden vom Föderalen Öffentlichen Dienst Auswärtige Angelegenheiten halbjährig revidiert. Die Betragsänderungen dieser Komponenten sind unmittelbar auf die Personalmitglieder des Außendienstes anwendbar.

Der Betrag der Vergütung hängt von der Funktion des Diplomaten ab.

Art. 20 - Die in Artikel 19 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Vergütungen und sonstigen Zulagen sind die Folgenden:

- 1° Postenvergütung;
- 2° Wartezeitvergütung;
- 3° Urlaubsvergütung;
- 4° Rückkehrvergütung und Sondertransfervergütung;
- 5° Einrichtungsvergütung;
- 6° Kostenvergütung für die letzte Krankheit und die Bestattung;
- 7° Familienlastenausgleich;
- 8° Beteiligung an den Schulkosten;
- 9° Beteiligung an den regelmäßigen Heimkehrkosten.

Unterabschnitt 2 — Postenvergütung

Art. 21 - § 1. Die einem diplomatischen Posten zugewiesenen Personalmitglieder des Außendienstes erhalten neben ihrem Gehalt eine gemäß den bei dem Föderalen Öffentlichen Dienst Auswärtige Angelegenheiten anwendbaren Regeln festgelegte Postenvergütung, deren Berechnungsmodus in der Anlage 1 des vorliegenden Erlasses erläutert wird.

§ 2. Die Postenvergütung umfasst folgende Elemente:

- 1° Mobilität;
- 2° Zuweisung;
- 3° passive Vertretung;
- 4° Entfernung;
- 5° Arbeitsschwere;
- 6° Fahrkosten;
- 7° Empfang oder aktive Vertretung.

§ 3. Die in § 2, Punkten 1 bis 6 erwähnten Komponenten der Postenvergütung sind pauschal und brauchen nicht gerechtfertigt zu werden.

Bei der Berechnung der in § 2, Punkt 3 erwähnten Komponente der Postenvergütung (passive Vertretung) unterliegen die Personalmitglieder des Außendienstes den vom Föderalen Öffentlichen Dienst Auswärtige Angelegenheiten verwendeten Kategorien CD3 bis CD6 zur Einstufung der passiven Vertretung diplomatischer Mitarbeiter.

Die in § 2, Punkt 7 erwähnte Komponente der Postenvergütung (Empfang oder aktive Vertretung) besteht in einer im Voraus gezahlten Beteiligung an den Repräsentationskosten des Personalmitglieds des Außendienstes, das die besagte Postenvergütung bekommt. Sie muss gerechtfertigt werden. Bei der Berechnung dieser Komponente der Postenvergütung unterliegen die Personalmitglieder des Außendienstes der Kategorie "diplomatischer Mitarbeiter", und der zu berücksichtigende Repräsentativitätskoeffizient wird in der Tabelle in Anlage 2 des vorliegenden Erlasses angegeben.

Eine Beispielliste der durch die in § 2, Punkt 7 erwähnte Komponente der Postenvergütung gedeckten Kosten steht in der Anlage 1 des vorliegenden Erlasses.

Unterabschnitt 3 — Wartezeitvergütung

Art. 22 - § 1. Während des zweimonatigen, als "Wartezeit" bezeichneten Zeitraums unmittelbar vor dem diplomatischen Postenantritt bekommt das Personalmitglied des Außendienstes eine Vergütung, die 75% des indexierten Bruttogehaltsbetrags seines Dienstgrades beträgt wenn es ledig, verwitwet oder geschieden ist oder wenn es kein unterhaltsberechtigtes Kind hat, und 100% dieses Gehaltsbetrags in den anderen Fällen.

§ 2. Diese Vergütung wird nur denjenigen Personalmitgliedern des Außendienstes ausgezahlt, die vor ihrer neuen Bezeichnung bei der Zentralverwaltung diensttätig waren.

Unterabschnitt 4 — Urlaubsvergütung

Art. 23 - § 1. Während der Jahresurlaubtage sowie der Hin- und Rückreisen anlässlich dieser Urlaubstage wird die Postenvergütung durch eine Urlaubsvergütung ersetzt. Diese Bestimmung findet erst ab dem 31. kumulierten Jahresurlaubstag Anwendung. Bei der Berechnung der 30 Jahresurlaubtage werden die Tage der Abwesenheit von der Gerichtsbarkeit berücksichtigt.

§ 2. Wenn das Personalmitglied des Außendienstes nicht angewiesen worden ist, seinen Posten endgültig zu verlassen, beträgt die Urlaubsvergütung 75% der zuletzt gewährten Postenvergütung.

§ 3. Wenn das Personalmitglied des Außendienstes angewiesen worden ist, seinen Posten endgültig zu verlassen, beträgt die Urlaubsvergütung 100% des indexierten Bruttogehaltsbetrags seines Dienstgrades wenn es verheiratet ist oder unterhaltsberechtigende Kinder hat, oder 75% des Bruttogehaltsbetrags seines Dienstgrades wenn es ledig, verwitwet oder geschieden ist und kein unterhaltsberechtigtes Kind hat. Die Benutzung besagter Urlaubsvergütung braucht nicht gerechtfertigt zu werden.

§ 4. Für ein Personalmitglied des Außendienstes, das dazu aufgefordert worden ist, seinen Posten endgültig zu verlassen, und das der Zentralverwaltung zugewiesen worden ist, wird der Anspruch auf die Urlaubsvergütung während der restlichen Urlaubstage gewährt, die aus seiner Diensttätigkeit im Ausland hervorgehen und über die er verfügen darf.

Unterabschnitt 5 — Rückkehrvergütung und Sondertransfervergütung

Art. 24 - § 1. Die der Zentralverwaltung zugewiesenen Personalmitglieder des Außendienstes bekommen eine monatliche Wohnungsvergütung, mit Ausnahme derjenigen Diplomaten, die in einem diplomatischen Posten in Belgien diensttätig waren. Diese Vergütung wird während drei Jahren ununterbrochener Tätigkeit bei der Zentralverwaltung gewährt, in Höhe von 100% im ersten Jahr und von 50% in den folgenden Jahren.

Diese Vergütung wird auf der Grundlage des indexierten Bruttomonatsbetrags des Gehalts seines Dienstgrades berechnet. Sie beträgt:

- 1/10 dieses Bruttomonatsbetrags für die ledigen, verwitweten oder geschiedenen Personalmitglieder des Außendienstes, die kein minderjähriges unterhaltsberechtigtes Kind haben;
- 1/6 dieses Bruttomonatsbetrags für die verheirateten oder in eheähnlicher Gemeinschaft zusammenwohnenden Personalmitglieder des Außendienstes ohne Kinder, oder die ein minderjähriges unterhaltsberechtigtes Kind haben;
- 1/5 dieses Bruttomonatsbetrags für die verheirateten oder in eheähnlicher Gemeinschaft zusammenwohnenden Personalmitglieder des Außendienstes, die mindestens zwei minderjährige unterhaltsberechtigende Kinder haben.

Dem Personalmitglied des Außendienstes, das über die restlichen, aus seiner Diensttätigkeit im Ausland hervorgehenden Urlaubstage verfügen darf, wird sie nicht ausgezahlt.

§ 2. Die der Zentralverwaltung zugewiesenen Personalmitglieder des Außendienstes bekommen außerdem eine monatliche Sondertransfervergütung, deren Dauer derjenigen der Wohnungsvergütung entspricht. Die Sondertransfervergütung beträgt 37,18 Euro zuzüglich 25% wenn der Bedienstete verheiratet ist oder mit einer anderen Person gesetzlich zusammenlebt.

Unterabschnitt 6 — Einrichtungsgütung

Art. 25 - § 1. Im Falle eines infolge einer neuen Zuweisung notwendig gewordenen Umzugs kann eine als "Einrichtungsgütung" bezeichnete Vergütung dem Personalmitglied des Außendienstes gewährt werden, das einem diplomatischen Posten oder der Zentralverwaltung zugewiesen wird.

§ 2. Das Personalmitglied des Außendienstes verfasst seinen Antrag in der Form einer auf der Grundlage der Ist-Kosten erstellten Forderungsanmeldung, gemeinsam mit den Belegen aller Aufwendungen. Diese Forderungsanmeldung muss an den Generalverwalter innerhalb von sechs Monaten nach dem Datum, an dem die Wohnung besetzt wurde, gerichtet werden.

§ 3. Nur die verlorenen Aufwendungen - d.h. Aufwendungen für nicht wiederverwendbare Gegenstände wenn das Personalmitglied des Außendienstes seine Wohnung endgültig verlässt - werden berücksichtigt.

§ 4. Die Einrichtungsgütung kann nicht höher als 25% des indexierten jährlichen Bruttogehaltsbetrags für den betreffenden Dienstgrad sein. Diese Grenze wird bei der Zuweisung zu einem diplomatischen Posten oder zu der Zentralverwaltung auf 12,5% gebracht. Die Einrichtungsgütung wird gemäß den Regeln des Föderalen Öffentlichen Dienstes Auswärtige Angelegenheiten berechnet.

Unterabschnitt 7 — Kostenvergütung für die letzte Krankheit und die Bestattung

Art. 26 - Beim Ableben eines Personalmitglieds des Außendienstes wird der/den Person/en, die die Kosten der letzten Krankheit und der Bestattung getragen hat/haben, eine Vergütung ausgezahlt, die einem Monat aller Bezüge des Verstorbenen entspricht, d.h. des Nettogehalts, der Postenvergütung und des 25-prozentigen zusätzlichen Betrags.

Unterabschnitt 8 — Familienlastenausgleich

Art. 27 - Den seit mehr als sechs aufeinanderfolgenden Monaten einem diplomatischen Posten im Ausland zugewiesenen Personalmitgliedern des Außendienstes wird ein Familienlastenausgleich gewährt, der dem doppelten Betrag der gewöhnlichen Zulagen zuzüglich der aufgrund des Alters der Kinder gewährten Zuschläge entspricht.

Unterabschnitt 9 — Beteiligung an den Schulkosten

Art 28 - § 1. Die einem diplomatischen Posten im Ausland zugewiesenen Personalmitglieder des Außendienstes können eine Beteiligung an den Schulkosten ihrer Kinder in Anspruch nehmen, soweit eine Studienkostenbeihilfe für diese Kinder nicht schon von einer anderen Verwaltung oder einer anderen Einrichtung gewährt wird.

§ 2. Für diese Beteiligung an den Schulkosten dürfen die Kinder, für die das Personalmitglied des Außendienstes sorgt und die es zu Lasten hat, die seinem Haushalt angehören und die mindestens das vierte und höchstens das fünfundzwanzigste Lebensjahr vollendet haben, in Betracht gezogen werden.

Nur die ordnungsgemäß organisierten Studien mit vollständigem Lehrplan, vom Kindergarten bis zum universitären Niveau, werden in Betracht gezogen.

§ 3. Die Beträge der Beteiligung sowie die für die Rückzahlung zulässigen Ausgaben werden gemäß den auf den Föderalen Öffentlichen Dienst Auswärtige Angelegenheiten anwendbaren Regeln festgelegt.

Unterabschnitt 10 — Beteiligung an den regelmäßigen Heimkehrkosten

Art. 29 - Die Heimkehrkosten des in einem diplomatischen Posten im Ausland diensttätigen Personalmitglieds des Außendienstes und seiner Familienmitglieder für einen Urlaub in Belgien und gegebenenfalls für eine Rückkehr zu dem diplomatischen Posten sind ab einer gewissen ununterbrochenen, gemäß den auf den Föderalen Öffentlichen Dienst Auswärtige Angelegenheiten anwendbaren Regeln bestimmten Dauer des Aufenthalts im diplomatischen Posten und bis zum Preis eines Economy Class-Fahrscheines rückzahlbar.

KAPITEL IV — Sonstige Anwendungsmodalitäten

Art. 30 - § 1. Jedes Jahr können die in einem diplomatischen Posten im Ausland diensttätigen Personalmitglieder des Außendienstes, wenn die Dienstanforderungen es erlauben, einen dreißig Werktagelangen Urlaub im Verhältnis zu den im Laufe des Jahres erbrachten Leistungen im Ausland erhalten.

§ 2. Ein zusätzlicher, höchstens fünfzehn Werktagelanger Urlaub kann im Verhältnis zu der Dauer des Aufenthalts im Ausland und gemäß den auf den Föderalen Öffentlichen Dienst Auswärtige Angelegenheiten anwendbaren Regeln gewährt werden.

§ 3. Das Personalmitglied des Außendienstes, das aus vorab vom Generalverwalter festgestellten und angenommenen dienstlichen Gründen die in den vorigen Absätzen vorgesehenen Urlaube nicht erhalten konnte, kann sie innerhalb von achtzehn Monaten nach dem Ende des Kalenderjahres, auf das sich die Urlaube beziehen, in Anspruch nehmen. Jedoch darf die Dauer aller Urlaube insgesamt neunzig Werktagelange nicht überschreiten. Jeder die vorgenannte Grenze überschreitende Teil des Rückstands wird am Ende jedes Kalenderjahres aufgehoben.

§ 4. Die der Direktrückfahrt nach Belgien oder zu dem diplomatischen Posten gewidmete Zeit wird für die Berechnung der Urlaubsdauer nicht berücksichtigt.

KAPITEL V — Zuweisung von sektoriellen Bediensteten zu den Missionen und Büros von Wallonie-Bruxelles

Art. 31 - § 1. Alle zwei Jahre schätzt W.B.I. den Bedarf an sektoriellen Bediensteten der Stufe A und an W.B.I.-Bediensteten der Stufe A ein, die keine Personalmitglieder des Außendienstes sind, innerhalb der Missionen und Büros von Wallonie-Bruxelles.

§ 2. Je nach der Einschätzung der Bedürfnisse werden W.B.I. und gegebenenfalls auch die betroffenen funktionellen Behörden ein Funktionsprofil zur Beschreibung der spezifischen Aufgaben erstellen. Der Urlaub zur Ausführung der Aufgabe oder gegebenenfalls die Zurverfügungstellung wird von den mit den internationalen Beziehungen bzw. dem öffentlichen Dienst beauftragten Ministern sowie von dem/den funktionellen Minister/n gemeinsam genehmigt.

Im Rahmen eines Urlaubs zur Ausführung der Aufgabe überprüfen die Minister ebenfalls die Finanzierungsmodalitäten der Gehälter des zur Ausführung der Aufgabe beurlaubten Personals.

§ 3. Obwohl er immer noch unter der funktionellen Aufsicht seiner ursprünglichen Verwaltung steht, wird der zur Ausführung der Aufgabe beurlaubte Bedienstete unter die diplomatische Aufsicht des Generalabgeordneten oder des Abgeordneten gesetzt, sobald er den diplomatischen Posten antritt; er übermittelt ihm sowie dem Generalverwalter von Wallonie-Bruxelles International alle Informationen, Berichte und Protokolle, die mit der Tätigkeit des diplomatischen Postens zusammenhängen. Der Bedienstete fügt seine Handlungen in die dem diplomatischen Posten zugewiesenen politischen Zielsetzungen ein.

Art. 32 - § 1. Eine monatliche Postenvergütung wird den in Artikel 31, § 1 erwähnten Bediensteten gewährt, wenn diese einen diplomatischen Posten besetzen.

§ 2. Die in § 1 erwähnte monatliche Postenvergütung besteht aus:

1° einer Pauschalvergütung zur Deckung der Kosten, die durch das Ausüben eines Vertretungsamts entstehen;

2° einer Vergütung für Empfänge, die einen Vorschuss auf die anlässlich der Empfänge, die von dem Bediensteten veranstaltet werden müssen oder an denen der Bedienstete aufgrund des von ihm ausgeübten Amtes teilnehmen muss, entstandenen Kosten ausmacht. Die Benutzung des Gesamtbetrags dieser Vergütung muss jährlich gerechtfertigt werden.

Wenn der gerechtfertigte Betrag unter dem Gesamtbetrag der Vergütung liegt, wird die Differenz zwischen dem Betrag der Vergütung und dem gerechtfertigten Betrag durch einen Abzug aus der Postenvergütung beigestrichen. Wenn der gerechtfertigte Betrag über dem Gesamtbetrag der Vergütung liegt, wird die Differenz zwischen dem gerechtfertigten Betrag und dem Betrag der Vergütung nicht zurückgezahlt.

§ 3. 1° Die in § 2, 1° erwähnte monatliche Pauschalvergütung beträgt:

- 371,85 Euro für die Bediensteten mit mindestens dem Rang A4;

- 247,90 Euro für die Bediensteten mit mindestens dem Rang A6.

2° Die in § 2, 2° erwähnte monatliche Vergütung für Empfänge beträgt:

- 371,85 Euro für die Bediensteten mit mindestens dem Rang A4;

- 247,90 Euro für die Bediensteten mit mindestens dem Rang A6;

3° Die im vorliegenden Artikel, 1° und 2° erwähnten Beträge sind an die Schwankungen des Preisindexes gebunden gemäß den Regeln, die durch das Gesetz vom 1. März 1977 zur Regelung der Verbindung gewisser Ausgaben des öffentlichen Sektors mit dem Verbraucherpreisindex des Königreichs vorgeschrieben sind.

Diese Beträge werden an den Schwellenindex 101,12 vom 1. Oktober 1997 gebunden.

Sie werden auf Monatsbasis ausgezahlt.

§ 4. Die Bediensteten - mit Ausnahme der in Artikel 31, § 1 erwähnten Bediensteten, die in einem diplomatischen Posten im Ausland diensttätig sind -, die auf die im vorliegenden Artikel erwähnte Postenvergütung Anspruch haben, können die folgenden Vergütungen nicht erhalten:

- die Vergütung für die Repatriierung oder die Heimkehr für einen Urlaub;

- die Umzugsvergütung oder die Einrichtungszulage;

- die Beteiligung an den Mietkosten einer Wohnung oder die Zulage für Wohnungslosigkeit;

- die Beteiligung an den Schulkosten für studierende Kinder;

- die Essengutscheine;

- die Vergütung für Dienstreisekosten;

- die Vergütung für Aufenthaltskosten.

KAPITEL VI — *Übergangs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen*

Art. 33 - Am Datum des Inkrafttretens vorliegenden Erlasses besetzen die Personalmitglieder des Außendienstes eine Stelle bei dem Außendienst, bis sie das fünfundsiebzigste Lebensjahr erreichen, und können unter Beachtung des vorliegenden Erlasses an der diplomatischen Personalbewegung teilnehmen.

Art. 34 - Die in Artikel 33 des vorliegenden Erlasses erwähnten Personalmitglieder des Außendienstes, die am Datum des Inkrafttretens vorliegenden Erlasses ein höheres Gehalt erhalten als dasjenige, das sie in Anbetracht ihres Dienstgrades beanspruchen könnten, bewahren den Anspruch auf die Gehaltstabelle, die unter ihrer früheren Besoldungsregelung auf sie angewandt war, solange sie nach dieser Gehaltstabelle ein höheres Gehalt bekommen.

Art. 35 - Artikel 51 des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 18. Juni 1999 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals des Außendienstes bleibt übergangsweise auf die in Artikel 33 des vorliegenden Erlasses erwähnten Personalmitglieder des Außendienstes anwendbar.

Art. 36 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juni 1999 zur Gewährung einer Postenvergütung zu Gunsten der Beamten der Wallonischen Region, die die allgemeine gemeinsame Delegation der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft bei der Europäischen Union bilden, wird außer Kraft gesetzt. Bei dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses haben jedoch die auf diese Vergütungen Anspruch habenden Bediensteten weiterhin Anspruch auf sie, solange sie diese Dienststelle besetzen.

Art. 37 - § 1. Der vorliegende Erlass tritt am 1. März 2012 in Kraft.

§ 2. In Abweichung von § 1 wird die in Artikel 10, § 1 auf fünf Jahre festgelegte Dauer der diplomatischen Personalbewegung erst ab dem 1. August 2015 in Wirkung treten.

Während des Übergangszeitraums wird eine kürzer dauernde diplomatische Personalbewegung 2012 veranstaltet werden und am 31. Juli 2015 enden.

Die Personalmitglieder des Außendienstes, deren Gesamtdauer der Missionen in einem diplomatischen Posten, die in unmittelbarer Reihenfolge durchgeführt werden, ohne bei der Zentralverwaltung wieder in Dienst zu treten, nicht mehr als fünfzehn Jahre beträgt, werden an dieser diplomatischen Personalbewegung teilnehmen dürfen.

In Abweichung von Artikel 10 § 2 vorliegenden Erlasses dürfen die in vorigem Absatz genannten Personen in dem gleichen diplomatischen Posten verlängert werden.

Zudem wird Artikel 15, § 2 für die Dauer der in diesem Paragraphen erwähnten diplomatischen Personalbewegung durch die folgende Bestimmung ersetzt:

“ § 2. Eine Bewertung dieser diplomatischen Personalbewegung findet zwischen zwölf und sechs Monaten vor dem Abschluss des Zuweisungszeitraumes in einem diplomatischen Posten statt.”

§ 3. Außerdem werden die Personalmitglieder des Außendienstes, die am 31. Juli 2015 Missionen in einem diplomatischen Posten in unmittelbarer Reihenfolge, ohne bei der Zentralverwaltung wieder in Dienst zu treten, für eine Gesamtdauer von weniger als zehn Jahren durchgeführt haben, im Rahmen der am 1. August 2015 für die Zuweisung offenen Posten ebenfalls angehört werden.

Gegebenenfalls werden letztere Personalmitglieder innerhalb des Postens, dem sie zugewiesen worden sind, ihre Mission durchführen, zwar bis die Gesamtdauer ihrer Missionen in diesem Posten zehn Jahre erreicht, und werden anschließend durch ein anderes Personalmitglied des Außendienstes für den Rest der Missionsdauer ersetzt.

§ 4. Artikel 30, § 3 wird ab dem Kalenderjahr 2012 wirksam.

Art. 38 - Die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich die internationalen Beziehungen bzw. der öffentliche Dienst gehören, werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 2. Februar 2012

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

ANLAGE 1: Beispielliste für durch die Postenvergütung gedeckte Ausgaben

A. Elemente des pauschalen Teils

- Schulkosten, Kosten für ärztliche Behandlung, Einrichtungskosten, Umzugskosten, Kosten für die vorläufige Unterbringung bei der Ankunft und der Abfahrt, Miete, Dienstreisekosten, Kosten für den Transport von Gepäck, die von W.B.I. weder zurückgezahlt noch übernommen werden;
- Höhere Wohnkosten wegen der Repräsentativität der Wohnung;
- Investitionen für Ausrüstungen (Möbel, Haushaltsgeräte) zu repräsentativen Zwecken;
- Schnellere Abnutzung und häufigerer Ersatz des Mobiliars, der Haushaltsgeräte, Kleider, Kunst- und Dekorgegenstände, wegen der häufigen Umzüge und bestimmter Klimaverhältnisse;
- Kosten für die Möbelaufbewahrung (Möbel, Haushaltsgeräte);
- Höhere Fahrzeugkosten: häufiger Ersatz, Anpassung an die lokalen Verhältnisse, Versicherungen, die für Paare fast immer bestehende Notwendigkeit, über ein zweites Fahrzeug zu verfügen;
- Höhere Kosten für Elektrogeräte (Haushaltsgeräte, Video und Audio, PC, usw.) wegen der technischen Besonderheiten (Strom, Steckdosen, Sicherheitsvorschriften, örtliche Normen...);
- Höhere Kleidungskosten (wegen der Repräsentativität der Kleidung);
- Höhere Kleidungskosten (wegen der Klimaverhältnisse);
- Zusätzliche Kosten für den Einkauf bestimmter Güter, da sie auf dem lokalen Markt (für bestimmte Posten) nicht zu finden sind, und importiert werden müssen;
- Besondere Sicherheitsmaßnahmen und Versicherungspolicen für Personen und Güter in Risikoländern;
- Kosten für Agenturen und Mietsicherheiten;
- Ergänzende Einkommens- und Rentenversicherungen für den Ehe- bzw. in eheähnlicher Gemeinschaft zusammenwohnenden Partner, der keine eigenen Einkünfte hat;
- Reisekosten für die Rückkehr nach Belgien, für diejenigen Posten, wo die Rückzahlung der Rückreise nicht jährlich stattfindet;
- Reise- und Transportkosten während des Urlaubs in Belgien;
- Teure Hilfe- und Lebensversicherungen;
- Kontakte mit dem Herkunftsland, der Familie und den Freunden (z.B. für Bedienstete mit einem ausländischen Ehe- bzw. in eheähnlicher Gemeinschaft zusammenwohnenden Partner) Telefon, Post;
- Abonnements (Zeitungen, Zeitschriften, spezialisierte Fachschriften);
- Sprachkurse für den Bediensteten und seine Familie;
- Beitritt zu bestimmten Vereinigungen aus beruflichen und Repräsentationsgründen;
- Bei der Rückkehr in Belgien anfallende Kosten, im Falle einer Zuweisung innerhalb der Zentralverwaltung oder bei der Pensionierung.

B. Elemente für Empfänge und Veranstaltungen

- Nahrung, Getränke, Tabak und Leckereien;
- Blumen und Kerzen für die Tische und Empfangssäle;
- Anmietung von Geschirr, Gläsern, Besteck, Tischwäsche, insofern es sich um größere Empfänge handelt, und dieses Material nicht von W.B.I. zur Verfügung gestellt wird, ob von einem Traiteur geliefert oder nicht;
- Dienstleistungen von Küchenmeistern und Oubern (insofern, was die Postenchefs betrifft, diese Arbeiten nicht von dem entlohnten Personal anhand der im Voraus gezahlten Beteiligungen für Personalkosten geleistet werden), ob von einem Traiteur geliefert oder nicht;
- Restaurant- und sonstige Gaststättenrechnungen für Empfänge, die nicht im Wohnsitz stattgefunden haben;
- Kosten für die Teilnahme an Arbeitsessen, insofern sie im Rahmen der Ausübung des Amtes notwendig sind;
- Geschenke aus beruflichen oder repräsentativen Gründen;
- Höchstens 5% der im Voraus gezahlten Beteiligung an den Empfangskosten darf von dem Ehe- oder dem in eheähnlicher Gemeinschaft zusammenwohnenden Partner für Schmuck, Toilette oder Friseurkosten ausgegeben werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2012 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals des Außendienstes von Wallonie Bruxelles International als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 2. Februar 2012

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

ANLAGE 2: Berechnung der Postenvergütung

Die Postenvergütung umfasst folgende Elemente:

1. Basisvergütung;
2. Entfernungsvergütung;
3. Vergütung für die Arbeitsschwere;
4. Vergütung für Empfänge.

Die unter Pos. 1 bis 3 genannten Vergütungskategorien bilden die Zuweisungs- und Mobilitätsvergütung, deren Berechnung und Zuteilung pauschal erfolgen. Die unter Pos. 4 genannte Vergütung bildet die Aufwandsentschädigung.

1. Basisvergütung

Die Basisvergütung ist eine pauschale Vergütung der Kosten, die sich ergeben aus

- Zuweisungsänderungen, wegen deren der Bedienstete regelmäßig von einem Posten zu einem anderen Posten, von einem Posten zur Zentralverwaltung oder von einem Amt in der Zentralverwaltung zu einem Posten umziehen muss. Es handelt sich hier um den Faktor "Mobilität", eine Vergütung, die den Bediensteten gewährt wird, die in einem diplomatischen Posten diensttätig sind;

- der Verpflichtung, sich im Ausland niederzulassen, um dort bestimmte Funktionen auszuüben. Es handelt sich hier um den Faktor "Zuweisung", eine Vergütung, die den Bediensteten gewährt wird, die im Ausland diensttätig sind;

- der Tatsache, dass man in einem Posten eine Vertretungsfunktion ausübt. Es handelt sich hier um den Faktor "passive Vertretung", der den Bediensteten, die in einem Posten diensttätig sind, sowie den diplomatischen Mitarbeitern gewährt wird; dieser Faktor schließt verschiedene Vertretungspflichten, die durch die Aufwandsentschädigung gedeckt werden, nicht ein.

Der Grundbetrag des Faktors "Mobilität" wird nach den Normen des Föderalen Öffentlichen Dienstes Auswärtige Angelegenheiten festgelegt.

Der Grundbetrag des Faktors "Zuweisung" wird nach den Normen des Föderalen Öffentlichen Dienstes Auswärtige Angelegenheiten festgelegt.

Der Grundbetrag des Faktors "passive Vertretung" wird auf der Grundlage der Tabelle für diplomatische Mitarbeiter (CD6), die beim Föderalen Öffentlichen Dienst Auswärtige Angelegenheiten angewandt wird, festgelegt.

Diese Beträge werden vom Föderalen Öffentlichen Dienst Auswärtige Angelegenheiten jährlich aktualisiert.

Der Grundbetrag, der für die Berechnung der Basisvergütung dient, entspricht der Summe der Grundbeträge der Elemente Mobilität, Zuweisung und passive Vertretung. Die Basisvergütung entspricht dem gesamten Grundbetrag, multipliziert mit dem für einen bestimmten Posten festgelegten Koeffizienten der Lebenshaltungskosten ⁽¹⁾, dem gegebenenfalls der Zuschlag zur Postenvergütung i.H.v. 25% hinzugefügt wird, wenn der Ehepartner den in einem Posten diensttätigen Diplomaten begleitet.

2. Entfernungsvergütung

Die Posten werden nach Entfernungsständen eingestuft; es handelt sich um die fünf folgenden Ränge:

Rang 1: die Posten in Belgien sowie innerhalb eines Umkreises von 300 km auf dem Landweg ab der Landesgrenze;

Rang 2: die Posten in EU-Ländern, sowie in Norwegen, der Schweiz, Ungarn und Kroatien;

Rang 3: die sonstigen europäischen Länder sowie die Türkei, Marokko und Tunesien;

Rang 4: die Posten in den USA, Kanada, im Nahen Osten und Nordafrika, mit Ausnahme derjenigen, die unter Rang 3 eingestuft sind;

Rang 5: alle anderen Posten, die nicht in den Rängen 1 bis 4 eingestuft sind.

Die Entfernungsvergütung deckt die Entfernungskosten, die durch die Basisvergütung nicht oder unzureichend gedeckt sind, dies verhältnismäßig zur Entfernung des Postens von Belgien.

Die Grundbeträge der Entfernungsvergütung werden vom Föderalen Öffentlichen Dienst Auswärtige Angelegenheiten jährlich aktualisiert.

Die Entfernungsvergütung entspricht dem Grundbetrag zuzüglich 100% für die Bediensteten, die von ihrem Ehepartner in den Posten begleitet werden, und 50% pro unterhaltsberechtigtes Kind ⁽²⁾.

3. Vergütung für die Arbeitsschwere

Je nach der Arbeitsschwere werden die Posten in 6 Ränge eingestuft; der Rang 1 ist derjenige mit der niedrigsten Arbeitsschwere und der Rang 6 derjenige mit der höchsten Arbeitsschwere.

Die Einstufung der Posten nach Rang der Arbeitsschwere erfolgt auf Grundlage der nachstehenden Kriterien:

- Klimaverhältnisse;

- soziale Ausgliederung;

- Sicherheit;

- sanitäre und Umweltlage, wenn diese gesundheitsschädliche Auswirkungen haben kann;

- Vorhandensein, Zugänglichkeit und Qualität der ärztlichen Versorgung;

- Vorhandensein, Zugänglichkeit und Qualität der materiellen Ausrüstungen, wie z.B. der Wohnung, und Möglichkeit der Anschaffung allernotwendigster Güter.

Die Einstufung der Posten je nach der Arbeitsschwere wird jedes Jahr im Dezember durch den Föderalen Öffentlichen Dienst Auswärtige Angelegenheiten neu bewertet.

Die neue Einstufung, die anschließend an die jährliche Neubewertung bestimmt wurde, wird ab dem nächsten Februar angewandt.

Die Vergütung für die Arbeitsschwere entspricht dem Grundbetrag zuzüglich 50% für die Bediensteten, die von ihrem Ehepartner in den Posten begleitet werden.

4. Vergütung für Empfänge

Die Vergütung für Empfänge ist ein Vorschuss für Unkosten, die für Empfänge ausgegeben werden, die von dem Bediensteten und/oder seinem Ehepartner organisiert werden, oder an denen der Bedienstete und/oder sein Ehepartner aufgrund der ausgeübten Funktion teilnehmen müssen.

Die Höhe dieser Vergütung wird per se so festgelegt, dass sie unter Berücksichtigung des Grundbetrags, der Lebenshaltungskosten und des Repräsentativitätskoeffizienten alle Kosten deckt, die sich aus den Empfängen ergeben, dies für einen Zeitraum von zwölf Monaten vom 1. Januar bis zum 31. Dezember des folgenden Jahres.

Ein in Abweichung von der Regel gewährter Zuschlag zur Vergütung kann nur in Fällen besonderer oder außergewöhnlicher Vertretungspflichten erteilt werden, wie z.B. bei Königs- oder Prinzenbesuchen, ministeriellen Besuchen, wichtigen Veranstaltungen, offiziellen Festen der Wallonischen Region und Französischen Gemeinschaft, kulturellen, wirtschaftlichen, kommerziellen und sonstigen Missionen. Dieser Zuschlag kann nur auf ausdrücklichen Antrag des Bediensteten gewährt werden, und wenn Wallonie-Bruxelles International der Ansicht ist, dass ein solcher

Zuschlag unter Berücksichtigung der Höhe der Vergütung für Empfänge unerlässlich ist, um die Kosten zu decken, die sich aus diesen besonderen oder außergewöhnlichen Pflichten ergeben.

Unter Empfängen versteht man seitens des Bediensteten und seines Ehepartners:

- die Empfänge, Dinners, Büfets, Mittagessen, Frühstücke und sonstigen Mahlzeiten, die vom Bediensteten an seinem privaten Wohnsitz und außerhalb seines Wohnsitzes im Rahmen der Ausübung seines Amtes organisiert werden;

- die Arbeitssessen oder diplomatischen Dinners, bei denen jeder Teilnehmer seine eigenen Kosten deckt, in dem Maße wo die Teilnahme des Bediensteten im Rahmen der Ausübung seines Amtes unerlässlich ist.

Der Grundbetrag der Vergütung für Empfänge wird wie folgt festgelegt:

- für die Generalabgeordneten und Abgeordneten: Vergütung für Empfänge als "Postenchef";

- für die Berater: Vergütung für Empfänge als "diplomatischer Mitarbeiter".

Die Vergütung für Empfänge entspricht dem Grundbetrag, multipliziert mit dem Koeffizienten für die Lebenshaltungskosten und dem Vertretungskoeffizienten, zuzüglich 25% für die Bediensteten, die von ihrem Ehepartner in den Posten begleitet werden. Jedes Jahr sind die Bediensteten verpflichtet, die Verwendung des Gesamtbetrags der Vergütung für Empfänge nach Modalitäten, die in einer Dienstanweisung vorgeschrieben sind, zu rechtfertigen.

Der Vertretungskoeffizient ist 1,00.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2012 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals des Außendienstes von Wallonie Bruxelles International als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 2. Februar 2012

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

—————
Fußnote

(¹) Der Koeffizient der Lebenshaltungskosten ist der mathematische Ausdruck der von Expaten erlebten Differenz hinsichtlich der Lebenshaltungskosten in einem Auslandsposten im Verhältnis zu Belgien oder einem anderen Posten im Ausland. Der auf die Posten in Belgien anwendbare Koeffizient ist auf 1.00 festgelegt. Die auf die Auslandsposten anwendbaren Koeffizienten werden auf der Grundlage der vom Föderalen Öffentlichen Dienst Auswärtige Angelegenheiten benutzten Sätze festgelegt, und auf dieser Grundlage zweimal im Jahr angepasst.

(²) In dem Falle von Ehepartnern, die beide in einem Posten diensttätig sind, wird der Zuschlag für unterhaltsberechtigter Kinder nur einem der beiden gewährt, nämlich demjenigen, der sein Amt in dem Posten ausübt, der im höchsten Entfernungsrang eingestuft ist. Wenn Ehepartner in demselben Posten oder in Posten mit demselben Entfernungsrang diensttätig sind, wird der Zuschlag für unterhaltsberechtigter Kinder dem weiblichen Bediensteten erteilt, es sei denn, die betreffenden Bediensteten haben sich die andere Möglichkeit erwünscht.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 897

[2012/201622]

2 FEBRUARI 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van de externe carrière van « Wallonie-Bruxelles International »

De Waalse Regering,

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen « Wallonie-Bruxelles », inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het decreet van 8 mei 2008 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen « Wallonie-Bruxelles » en op het decreet van 8 mei 2008 houdende instemming, wat betreft de materies waarvan de uitoefening door de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest is overgedragen, met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen « Wallonie-Bruxelles »;

Gelet op de adviezen van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 april 2007, 31 oktober 2007 en 8 november 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 9 november 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 november 2007;

Gelet op de adviezen nr. 44.792/2/V, nr. 46.839/4 en nr. 50.293/4 van de Raad van State, gegeven op 4 augustus 2008, 7 juli 2009 en 28 september 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de protocollen nr. 497 en nr. 563 van het Sectorcomité XVI, opgesteld op 17 januari 2008 en 1 februari 2012;

Op de voordracht van de Minister-Präsident en van de Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op de personeelsleden van de externe carrière van « Wallonie-Bruxelles international », hierna "de instelling" genoemd. Elk personeelslid van de externe carrière van de instelling vertegenwoordigt de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest.

Art. 2. De hoedanigheid van personeelslid van de externe carrière van de instelling wordt toegekend aan :

- elk personeelslid dat in vast verband tewerkgesteld wordt in het kader van genoemde carrière;
- de personen aangewezen overeenkomstig artikel 8 van dit besluit;
- de contractuele personeelsleden in dienst genomen voor de inwerkingtreding van dit besluit en tewerkgesteld in het kader van bedoelde carrière.

Art. 3. Een organisatieschema van de delegaties en kantoren, waarin melding gemaakt wordt van de desbetreffende structuren en personeelsleden, wordt jaarlijks in het activiteitenverslag van de instelling bekendgemaakt.

Art. 4. De statutaire personeelsleden van de externe carrière vallen onder het toepassingsveld van de volgende bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van « Wallonie-Bruxelles-International » :

- Boek I, Titel I : « Hoedanigheid van personeelslid, rechten en plichten »;
- Boek I, Titel II : « Algemene bepalingen »;
- Boek I, Titel III : « Werving en carrière »;
- Boek I, Titel IV : « Werving en carrière van gehandicapte personen »;
- Boek I, Titel VII : « Onverenigbaarheden »;
- Boek I, Titel VIII : « Evaluatie »;
- Boek I, Titel IX, Hoofdstuk II : « Directiecomité »;
- Boek I, Titel X : « Tuchtregeling »;
- Boek I, Titel XI : « Kamer van beroep »;
- Boek I, Titel XII : « Schorsing in het belang van de dienst »;
- Boek I, Titel XIII : « Administratieve toestanden en anciënniteiten »;
- Boek I, Titel XIV : « Verlies van de hoedanigheid van personeelslid en ambtsneerlegging »;
- Boek I, Titel XV : Geldelijk statuut »;
- Boek III, « Verloven en andere afwezigheden van de personeelsleden ».

*HOOFDSTUK II. — Bijzondere bepalingen betreffende de externe carrière
inzake het administratieve statuut voor het personeel van de externe carrière*

Afdeling 1. — Hoedanigheden en functies

Art. 5. § 1. Onder « diplomatieke post » wordt verstaan de diplomatieke vertegenwoordiging van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest, zowel in België als in het buitenland, waarvoor de algemeen-afgevaardigde, de afgevaardigde of de adviseur aangesteld wordt.

§ 2. In dienstactiviteit op een diplomatieke post dragen de personeelsleden van de externe carrière de hoedanigheid van het ambt dat ze uitoefenen, namelijk afgevaardigde, algemeen afgevaardigde of adviseur.

Bij het hoofdbestuur dragen de personeelsleden van de externe carrière de hoedanigheid van het ambt dat ze er uitoefenen.

§ 3. Er bestaan drie graden binnen de externe carrière, zoals bepaald bij artikel 9, § 1.

Aan elke houder van een graad wordt een weddeschaal toegekend overeenkomstig de correspondentie die in artikel 18 vastligt.

Afdeling 2. — Plichten

Art. 6. De personeelsleden van de externe carrière zijn verplicht de hen toegewezen functies te vervullen, hetzij in het buitenland, hetzij in België, hetzij bij het hoofdbestuur. Ze moeten de plichten i.v.m. de uitoefening van hun ambt nakomen, waarbij constant zorg gedragen moet worden voor de belangen van de Regeringen, met name overeenkomstig de missiebrief bedoeld in artikel 12 van dit besluit. Bij het vervullen van hun missie moeten de personeelsleden van de externe carrière ervoor zorgen dat de betrekkingen met andere Staten niet op de helling komen te staan en de van kracht zijnde samenwerkingsovereenkomsten naleven.

Afdeling 3. — Werving

Art. 7. § 1. De bepalingen bedoeld in Titel III « Werving en carrière » van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap en van het besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van « Wallonie-Bruxelles-International » zijn van toepassing bij gebrek aan specifieke regels bepaald bij dit besluit.

§ 2. De geslaagden voor een diplomatiek vergelijkend wervingsexamen dat voor de instelling door SELOR georganiseerd wordt, die met succes één jaar stage binnen « W.B.I. » gelopen hebben, met minstens één verblijf op een diplomatieke post, kunnen benoemd worden tot personeelslid van de externe carrière.

Afdeling 4. — Indienstneming voor een speciale missie

Art. 8. § 1. Wegens specifieke omstandigheden i.v.m. een politieke en/of geopolitieke toestand of wegens bijzondere omstandigheden i.v.m. de post of wegens het strategische belang van de post i.v.m. het regeringsbeleid kunnen de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap, bij behoorlijk gemotiveerde besluiten die in Raad beraadslaagd worden, een beperkt aantal van vier Hoge Vertegenwoordigers aanwijzen die niet tot de externe carrière behoren om tot de volgende diplomatieke beweging één of meer posten te bekleden die open staan voor aanstelling of om een speciale missie in het buitenland te vervullen.

Voor elke aanwijzing onderwerpen de Regeringen de lijst van de posten die voor een speciale missie gekozen worden, alsook de omstandigheden die die keuze rechtvaardigen, aan het advies van het Directiecomité van « W.B.I. »

Het Directiecomité van « W.B.I. » geeft advies aan de Regeringen binnen een termijn van één maand.

§ 2. Die hoge vertegenwoordigers zullen in het kader van hun missie de hoedanigheid van afgevaardigde aannemen.

Die specifieke missie wordt uitgeoefend in het kader van een contractuele overeenkomst en de als hoge vertegenwoordiger aangewezen personen mogen dat ambt niet boven de leeftijd van vijftien jaar bekleeden. Ze verschaft geen enkel recht op een vaste benoeming in de desbetreffende functie. Na vervulling van de missie en, in ieder geval uiterlijk voor de volgende diplomatieke beweging, wordt een einde aan de overeenkomst gemaakt.

Binnen zes maanden na hun aanwijzing leggen de hoge vertegenwoordigers, samen met de Minister belast met Buitenlandse Betrekkingen en de algemeen bestuurder van « W.B.I. », hun visie, alsook hun missiebrief, aan het Waalse Parlement over.

§ 3. De artikelen 13 tot 15 en 17 en volgende van dit besluit zijn toepasselijk op de hoge vertegenwoordigers.

Afdeling 5. — Carrière

Art. 9. § 1. Er bestaan drie graden binnen de externe carrière : de graad van attaché, de graad van eerste attaché en de graad van directeur. De bevordering van een personeelslid tot een graad in een hogere rang geschiedt door bevordering bij graadverhoging.

§ 2. De bevordering door graadverhoging is de benoeming tot een onmiddellijk hogere graad van hetzelfde niveau als dat waartoe het personeelslid behoort.

Afdeling 6. — Diplomatieke beweging en aanstellingsvoorwaarden

Art. 10. § 1. Onder diplomatieke beweging wordt verstaan de periodieke verandering van aanstelling van de personeelsleden van de externe carrière. Ze wordt om de vijf jaar georganiseerd. De beweging omvat de tijdelijke aanstelling bij het hoofdbestuur in geval van niet-aanstelling op een diplomatieke post.

§ 2. De aanwijzing van de personeelsleden van de externe carrière voor dezelfde diplomatieke post kan één keer hernieuwd worden.

Een personeelslid van de externe carrière mag, zonder terugkeer naar een dienst van het hoofdbestuur, in totaal niet meer dan twee achtereenvolgende missies i.v.m. een diplomatieke post uitoefenen.

§ 3. Bij elke diplomatieke beweging wordt een lijst van de voor aanstelling openstaande posten door « W.B.I. » opgesteld.

Die lijst wordt vervolgens door de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap goedgekeurd.

« W.B.I. » raadpleegt de personeelsleden van de externe carrière over de voor aanstelling openstaande posten, behalve degenen die waarvan de totale duur van hun laatste achtereenvolgende missies op een diplomatieke post in totaal meer dan twee missies bedraagt.

§ 4. Bij elke oprichting van een baan- of post binnen de externe carrière tussen twee diplomatieke bewegingen of wanneer een post tussen twee diplomatieke bewegingen onbekleed blijft om een andere reden dan die bedoeld in artikel 17 van dit besluit, wordt door « W.B.I. » een lijst van de voor aanstelling openstaande posten opgesteld. Die lijst wordt vervolgens door de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap goedgekeurd.

Wat de voor aanstelling openstaande posten betreft, raadpleegt « W.B.I. » bij voorrang de personeelsleden van de externe carrière in functie bij het hoofdbestuur. Als sommige posten na die raadpleging vacant blijven, wordt de raadpleging tot het gezamenlijke personeel van de externe carrière uitgebreid.

Afdeling 5. — Aanstelling

Art. 11. § 1. Het Directiecomité van « W.B.I. » onderzoekt de geschiktheid van de kandidaten t.o.v. de noden van de diplomatieke post en van het profiel van het ambt, en hun motivatie.

§ 2. Het Comité doet dat onderzoek o.a. op grond van de taalkennis en de verworven ervaring. Er wordt ook rekening gehouden met de verslagen m.b.t. de missies of het verblijf op een diplomatieke post en met de evaluaties i.v.m. de laatst beklede post.

§ 3. Het directiecomité brengt een tijdelijk gemotiveerd advies over de kandidaten uit.

Dat tijdelijke advies wordt aan de kandidaten meegedeeld.

Elke kandidaat kan binnen vijftien dagen na de mededeling zijn opmerkingen laten gelden of een bezwaar indienen bij de voorzitter van het Directiecomité. Het Directiecomité spreekt zich over het bezwaar uit binnen de maand na ontvangst ervan, na de bezwaarindieners te hebben gehoord als hij de wens daartoe geuit heeft. De bezwaarindieners heeft het recht om zich te laten bijstaan door de persoon van zijn keuze.

Van de met redenen omklede beslissing van het Directiecomité over de opmerkingen of het bezwaarschrift wordt kennis gegeven aan degene die zijn opmerkingen heeft laten gelden of een bezwaarschrift heeft ingediend.

Bij wijziging van het tijdelijke gemotiveerde advies wordt het definitieve gemotiveerde advies aan alle kandidaten meegedeeld. Daarin wordt melding gemaakt van de verschillende beroepsmogelijkheden.

Het Directiecomité maakt het definitieve gemotiveerde advies over aan de Ministers van Buitenlandse Betrekkingen van de Waalse Regering en van de Regering van de Franse Gemeenschap, die de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap daarvan kennis geven en hen aanstellingen overleggen.

Art. 12. § 1. De aanstellingen voor een diplomatieke post en bij het hoofdbestuur worden door de Regeringen besloten.

§ 2. De algemeen bestuurder wordt belast met de tenuitvoerlegging van de beslissingen i.v.m. de aanstelling van de personeelsleden van de externe carrière.

§ 3. Er bestaat geen recht op aanstelling voor een diplomatieke post.

Afdeling 6. — Missiebrief en activiteitenverslag

Art. 13. Bij elke aanstelling voor een diplomatieke post stelt de Algemeen bestuurder, met de medewerking van het aangewezen personeelslid van de externe carrière, uiterlijk binnen drie maanden na de aanstelling een missiebrief met de te halen doelstellingen op. De missiebrief wordt door de bevoegde minister(s) goedgekeurd. Hij kan in de loop van de missie onder dezelfde voorwaarden aangepast worden.

Art. 14. § 1. Bij zijn indiensttreding op een nieuwe diplomatieke post maakt het personeelslid van de externe carrière een bondig indiensttredingsverslag op waarin het de stand van zaken omschrijft, o.a. de toestand van de samenwerking en de betrekkingen met de autoriteiten en partners van het land, de organisationele en financiële toestand van de post.

§ 2. Het personeelslid van de externe carrière maakt een jaarlijks activiteitenverslag op, onder meer naar gelang van de doelstellingen vervat in de missiebrief.

§ 3. Het personeelslid van de externe carrière maakt dat verslag via de hiërarchische weg over aan de Ministers van Buitenlandse Betrekkingen van de Waalse Regering en van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 15. § 1. De evaluatie van de personeelsleden van de externe carrière die voor een diplomatieke post aangesteld worden, wordt gemaakt op grond van het activiteitenverslag bedoeld in artikel 14 van dit besluit en op grond van de evaluatiecriteria die vastliggen in Titel VIII van Boek I van het besluit van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van « Wallonie-Bruxelles International » en in het model opgenomen in bijlage IX bij voornoemd besluit.

§ 2. Tussen twee diplomatieke bewegingen worden twee evaluaties gemaakt :

- de eerste, tussen twintig en vierentwintig maanden na goedkeuring van de missiebrief;
- de tweede, tussen zes en twaalf maanden voor het einde van de periode van aanstelling op een diplomatieke post.

§ 3. Als een personeelslid van de externe carrière na een evaluatie de melding ongunstig krijgt, wordt hij weer bij het hoofdbestuur aangesteld en maakt het ambt waarvoor hij aangesteld werd het voorwerp uit van een nieuwe kandidatenoproep, waarbij de plaatsvervanger de lopende diplomatieke beweging moet beëindigen.

In geval van instelling van een beroep mogen de wederaanstelling en de kandidatenoproep echter niet plaatsvinden voordat de bevoegde autoriteit zich na afloop van de beroepsprocedure uitgesproken heeft.

§ 4. In geval van tweede achtereenvolgende evaluatie met de melding ongunstig zal de algemeen bestuurder een ontslagvoorstel formuleren.

Afdeling 7. — Vorming

Art. 16. Bij hun periodieke terugkeer naar het hoofdbestuur kunnen de personeelsleden van de externe carrière opleidingen volgen.

Afdeling 8. — Langdurig ziekteverlof

Art. 17. § 1. Het ziekteverlof wordt pas na overlegging van een uitvoerig medisch attest toegekend aan het personeelslid van de externe carrière.

§ 2. Als het ziekteverlof van het personeelslid van de externe carrière langer duurt dan een ononderbroken periode van dertig kalenderdagen, kan de algemeen bestuurder toestemming geven voor zijn tijdelijke vervanging. De vervangingsduur mag de duur van het ziekteverlof niet overschrijden.

§ 3. De vervanging bedoeld in § 2 wordt waargenomen door een personeelslid van de externe carrière dat tijdelijk aangesteld is bij het hoofdbestuur, krachtens artikel 11, § 1.

§ 4. Gedurende die periode zal het personeelslid van de externe carrière dat de tijdelijke vervanging waarneemt, een postvergoeding genieten. De terugkeervergoeding en de speciale overplaatsingsvergoeding worden niet meer ontvangen gedurende dezelfde periode.

HOOFDSTUK III. — Bijzondere bepalingen van de externe carrière inzake het administratieve statuut voor het personeel van de externe carrière

Afdeling 1. — Vastlegging van de weddeschalen

Art. 18. Er wordt een weddeschaal aan de houder van een graad toegekend als volgt :

- weddeschaal 6 voor de graad van attaché;
- weddeschaal 5 voor de graad van eerste attaché;
- weddeschaal 4 voor de graad van directeur.

Afdeling 2. — Vergoedingen en diverse uitkeringen

Onderafdeling 1. — Algemeenheden

Art. 19. De personeelsleden van de externe carrière genieten vergoedingen en diverse uitkeringen vanwege het representatieve karakter van hun missie en de verwijderingsverplichtingen.

Alleen de vergoedingen en uitkeringen bedoeld in de artikelen 21 tot 29 mogen aan de personeelsleden van de externe carrière toegekend worden, onder de in die artikelen gestelde voorwaarden en volgens de regels die toepasselijk zijn op de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, hierna FOD Buitenlandse Zaken genoemd.

De componenten van de postvergoeding, zoals, o.a., de levensduurtecoëfficiënt en de hardshipvergoeding worden om de zes maanden door de FOD Buitenlandse Zaken herzien. De wijzigingen van het bedrag van die componenten zijn rechtstreeks toepasselijk op de de personeelsleden van de externe carrière.

Het bedrag van de vergoeding is afhankelijk van het ambt dat door de diplomaat bekleed wordt.

Art. 20. De bij artikel 19 van dit besluit bepaalde vergoedingen en diverse uitkeringen zijn :

- 1° de postvergoeding;
- 2° de termijnvergoeding;
- 3° de verlofvergoeding;
- 4° de terugkeervergoeding en de speciale overplaatsingsvergoeding;
- 5° de installatievergoeding;
- 6° de vergoeding voor laatste verplegings- en begrafenis kosten;
- 7° de vergoedingen voor gezinslast;
- 8° de tegemoetkoming in de schoolkosten;
- 9° de tegemoetkoming in de kosten voor periodieke gezinsterugkeren.

Onderafdeling 2. — Postvergoeding

Art. 21. § 1. De personeelsleden van de externe carrière die op een diplomatieke post aangesteld zijn, ontvangen, behalve hun wedde, een postvergoeding die bepaald wordt volgens de regels die toepasselijk zijn op de FOD Buitenlandse Zaken en waarvan de verkeningswijze in de bijlage bij dit besluit uitgelegd wordt.

§ 2. De postvergoeding bestaat uit de volgende elementen :

- 1° mobiliteit;
- 2° aanstelling;
- 3° passieve representatie;
- 4° verwijdering;
- 5° hardship;
- 6° vervoerskosten;
- 7° receptie of actieve representatie.

§ 3. De componenten van de postvergoeding bedoeld onder de punten 1 tot 6, van § 2, zijn forfaitair en moeten niet gerechtvaardigd worden.

Voor de berekening van de postvergoeding bedoeld onder punt 3 van § 2 (passieve representatie) worden de personeelsleden van de externe carrière ingedeeld in de categorieën CD3 tot CD6, die door de FOD Buitenlandse Zaken gebruikt worden om de passieve representatie van de diplomatieke medewerkers in te delen.

De component van de postvergoeding bedoeld onder punt 7 van § 2 (receptie of actieve representatie) is een voorlopige tegemoetkoming in de vertegenwoordigingskosten van het personeelslid van de externe carrière dat genoemde vergoeding geniet. Ze moet gerechtvaardigd worden. Voor de berekening van die component van de postvergoeding worden de personeelsleden van de externe carrière ingedeeld in de categorie « diplomatieke medewerker » en wordt de in aanmerking te nemen coëfficiënt vermeld in de in bijlage bij dit besluit opgenomen tabel.

Bijlage 1 bij dit besluit bevat een voorbeeldlijst van de kosten die gedekt worden door de component van de postvergoeding bedoeld onder punt 7 van § 2.

Onderafdeling 3. — Termijnvergoeding

Art. 22. § 1. Gedurende de periode van twee maanden die onmiddellijk voorafgaat aan de aankomst op de diplomatieke post, namelijk de "termijnperiode", ontvangt het personeelslid van de externe carrière een vergoeding waarvan het bedrag gelijk is aan 75 % van zijn geïndexeerde bruto-graadwedde als hij vrijgezel of gescheiden is, of geen kind ten laste heeft, en aan 100 % van die wedde in de overige gevallen.

§ 2. Die vergoeding wordt slechts uitbetaald aan de personeelsleden van de externe carrière die voor hun nieuwe aanwijzing in functie waren bij het hoofdbestuur.

Onderafdeling 4. — Verlofvergoeding

Art. 23. § 1. Tijdens de duur van het jaarlijks verlof, alsook tijdens de duur van de heen- en terugreizen ter gelegenheid van dat verlof, wordt de postvergoeding vervangen door een verlofvergoeding. Die bepaling is pas van toepassing vanaf de 31ste dag van het gecumuleerde jaarlijks verlof. Voor de berekening van de dertig dagen worden de dagen afwezigheid van het rechtsgebied in aanmerking genomen.

§ 2. Als het personeelslid van de externe carrière niet de instructie heeft gekregen om zijn post definitief te verlaten, is de verlofvergoeding gelijk aan 75 % van de laatste postvergoeding die toegekend werd.

§ 3. Als het personeelslid van de externe carrière de instructie heeft gekregen om zijn post definitief te verlaten, is de verlofvergoeding gelijk aan 100 % van zijn geïndexeerde bruto graadwedde als hij gehuwd is of een kind ten laste heeft, of aan 75 % van zijn bruto graadwedde als hij vrijgezel, weduwe of gescheiden zonder kind ten laste is. Het gebruik van die vergoeding moet niet gerechtvaardigd worden.

§ 4. Voor een personeelslid van de externe carrière dat erom verzocht wordt zijn post definitief te verlaten en dat bij het hoofdbestuur aangesteld wordt, wordt het voordeel van de vergoeding toegekend voor de duur van het verlofsaldo ontstaan uit hoofde van zijn functies in het buitenland waarvan hij voordeel mag trekken.

Onderafdeling 5. — Terugkeervergoeding en speciale overplaatsingsvergoeding

Art. 24. § 1. De personeelsleden van de externe carrière aangesteld bij het hoofdbestuur ontvangen een maandelijkse huisvestingsvergoeding, behalve de diplomaten die een diplomatieke post in België bekleedden. Die vergoeding wordt slechts toegekend gedurende drie jaar van onderbroken aanstelling bij het hoofdbestuur, 100 % het eerste jaar en 50 % de volgende jaren.

Die vergoeding wordt berekend op basis van de geïndexeerde maandelijkse graadwedde. Ze is gelijk aan :

- 1/10 van dat bedrag voor de leden van de externe carrière die vrijgezel, weduwe of gescheiden zonder minderjarig kind ten laste zijn;
- 1/6 van dat bedrag voor de leden van de externe carrière die gehuwd en daarmee gelijkgesteld zijn, zonder kind of met een minderjarig kind ten laste;
- 1/5 van dat bedrag voor de leden van de externe carrière die gehuwd en daarmee gelijkgesteld zijn, met minstens twee minderjarige kinderen ten laste;

Ze wordt niet betaald aan het personeelslid van de externe carrière dat het saldo van zijn verlof mag genieten dat ontstaan is uit hoofde van zijn functies in het buitenland.

§ 2. De personeelsleden van de externe carrière aangesteld bij het hoofdbestuur ontvangen bovendien een speciale maandelijkse overplaatsingsvergoeding, waarvan de duur gelijk is aan die van de huisvestingsvergoeding. De speciale overplaatsingsvergoeding bedraagt 37,18 EUR, verhoogd met 25 % als het personeelslid gehuwd of samenwonende is.

Afdeling 6. — Installatievergoeding

Art. 25. § 1. Als een nieuwe aanstelling tot verhuizing noopt, kan een zogenaamde « installatievergoeding » worden toegekend aan het statutaire personeelslid van de externe carrière dat op een diplomatieke post of bij het hoofdbestuur aangesteld wordt.

§ 2. Het statutaire personeelslid van de externe carrière stelt zijn aanvraag op in de vorm van een aangifte van schuldvordering op basis van de werkelijke kosten, vergezeld van de bewijsstukken van de onkosten. Die aangifte van schuldvordering moet naar de algemeen bestuurder gestuurd worden binnen zes maanden na de datum waarop de woning gebruikt werd.

§ 3. Enkel de uitgaven « à fonds perdu », namelijk die waarvan het voorwerp niet terugvorderbaar is wanneer het statutaire personeelslid van de externe carrière de woning definitief verlaat, worden in aanmerking genomen.

§ 4. De installatievergoeding mag niet meer bedragen dan 25 % van de geïndexeerde jaarlijkse bruto graadwedde. Die grens wordt tot 12,5 % opgetrokken bij een aanstelling op een diplomatieke post in België of bij het hoofdbestuur. Die vergoeding wordt berekend volgens de regels van de FOD Buitenlandse Zaken.

Onderafdeling 7. — Vergoeding voor laatste verplegings- en begrafeniskosten

Art. 26. In geval van overlijden van een personeelslid van de externe carrière wordt ten gunste van de persoon (personen) die de kosten voor laatste verpleging en begrafenis gedragen heeft (hebben), een vergoeding uitgekeerd die gelijk is aan een maand van alle emolumenten van de overledene, hetzij de netto-wedde, de postvergoeding en de toeslag van 25 % .

Onderafdeling 8. — Vergoedingen voor gezinslast

Art. 27. De statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst die langer dan zes opeenvolgende maanden in functie in het buitenland zijn, genieten een vergoeding voor gezinslast die gelijkwaardig is aan het dubbel van de gewone toelagen, vermeerderd met de toeslagen die worden toegekend naar gelang van de leeftijd van de kinderen.

Onderafdeling 9. — Tegemoetkoming in de schoolkosten

Art. 28. § 1. De statutaire personeelsleden van de externe carrière op post in het buitenland kunnen een tegemoetkoming in de schoolkosten van hun kinderen genieten, voor zover deze niet in aanmerking komen voor een uitkering voor studiekosten die door een ander bestuur of een andere instelling toegekend wordt.

§ 2. Het voordeel van die tegemoetkoming kan toegekend worden voor de kinderen die het statutaire personeelslid van de externe carrière onder zijn hoede en ten laste heeft, die deel uitmaken van zijn gezin en die van vier tot en met vijftientig jaar oud zijn.

Enkel regelmatig georganiseerde volledige studies, van het kleuteronderwijs tot het universitaire niveau, komen in aanmerking.

§ 3. De tegemoetkomingsbedragen, alsook de uitgaven die voor terugbetaling in aanmerking komen, worden bepaald volgens de regels die op de FOD Buitenlandse Zaken toepasselijk zijn.

Onderafdeling 10. — Tegemoetkoming in de kosten voor periodieke gezinsterugkeren

Art. 29. De terugkeerkosten voor verlof in België en eventueel de kosten i.v.m. een terugkeer naar de diplomatieke post van het statutaire personeelslid van de externe carrière aangesteld op een diplomatieke post in het buitenland en van zijn gezinsleden zijn terugbetaalbaar vanaf een bepaalde ononderbroken verblijfsduur op de post die vastgelegd wordt volgens de op de FOD Buitenlandse Zaken toepasselijke regels en binnen de perken van een kaartje economische klasse.

HOOFDSTUK IV. — *Andere toepassingsmodaliteiten*

Art. 30. § 1. De statutaire personeelsleden van de externe carrière op post in het buitenland kunnen, indien de behoeften van de dienst het toelaten, jaarlijks een verlof van dertig werkdagen verkrijgen naar rato van de prestaties verricht in het buitenland in de loop van het jaar.

§ 2. Een bijkomend verlof van maximum vijftien werkdagen per jaar kan naar rato van de duur van verblijf in het buitenland toegekend worden volgens de regels die op de FOD Buitenlandse Zaken toepasselijk zijn.

§ 3. Het statutaire personeelslid van de externe carrière dat om van tevoren door de algemeen bestuurder vastgelegde en goedgekeurde dienstredenen, de in de vorige alinea's bedoelde verloven niet heeft kunnen krijgen, kan ze genieten gedurende achttien maanden na afloop van het burgerlijke jaar waarop het verlof betrekking heeft. De duur van de gecumuleerde verloven mag echter niet meer dan negentig werkdagen bedragen. Elk deel van de achterstand dat voormelde grens overschrijdt, wordt aan het einde van elk kalenderjaar geannuleerd.

§ 4. De tijd die besteed wordt aan de reis naar België of terug naar hun post komt niet in aanmerking voor de berekening van de duur van het verlof.

HOOFDSTUK V. — *Aanstelling van sectorale personeelsleden bij de afvaardigingen en kantoren « Wallonie-Bruxelles »*

Art. 31. § 1. « W.B.I. » maakt om de twee jaar een evaluatie van de behoeften binnen de afvaardigingen en kantoren « Wallonie-Bruxelles » aan sectorale personeelsleden van niveau A en aan personeelsleden van « W.B.I. » van niveau A, die niet deel uitmaken van het personeel van de externe carrière.

§ 2. Op grond van de evaluatie van de behoeften maken « W.B.I. » en, in voorkomend geval, de betrokken functionele besturen een functieprofiel met de specifieke missies op. Het missieverlof of, in voorkomend geval de terbeschikkingstelling, wordt in samenspraak goedgekeurd door de Ministers van Buitenlandse Betrekkingen en Ambtenarenzaken, alsook door de functioneel betrokken minister(s).

In het kader van een missieverlof onderzoeken de ministers ook de modaliteiten tot financiering van de bezoldiging van het personeel dat voor missie op verlof gesteld wordt.

§ 3. Alhoewel het onder het functionele gezag van zijn oorspronkelijk bestuur blijft staan, wordt het personeelslid dat in missieverlof is of ter beschikking gesteld wordt, zodra het in de diplomatieke post aankomt onder het diplomatieke gezag van de algemeen afgevaardigde of afgevaardigde geplaatst; het moet hem, alsook de algemeen bestuurder van « Wallonie-Bruxelles International », alle gegevens, rapporten en verslagen i.v.m. de activiteit van de diplomatieke post overleggen. Het personeelslid onderneemt zijn stappen met inachtneming van de politieke doelstellingen die aan de diplomatieke post toegewezen worden.

Art. 32. § 1. Er wordt een maandelijkse postvergoeding toegekend aan de personeelsleden bedoeld in artikel 31, § 1, wanneer ze op diplomatieke post zijn.

§ 2. De maandelijkse postvergoeding bedoeld in § 1 bestaat uit de volgende elementen :

1° een vaste vergoeding ter dekking van de kosten i.v.m. de uitoefening van een vertegenwoordigingsfunctie;

2° een vergoeding voor receptiekosten als voorschot op de onkosten voor de recepties die door het personeelslid georganiseerd moeten worden of waaraan het moet deelnemen uit hoofde van de uitgeoefende functie. Het gebruik van het totaalbedrag van die vergoeding moet jaarlijks gerechtvaardigd worden.

Als het gerechtvaardigde bedrag lager is dan het totaalbedrag van de vergoeding, wordt het verschil tussen het bedrag van de vergoeding en het gerechtvaardigde bedrag verrekend op de postvergoeding. Als het gerechtvaardigde bedrag hoger is dan het totaalbedrag van de vergoeding, wordt het verschil tussen het gerechtvaardigde bedrag en de vergoeding niet terugbetaald.

§ 3. 1° De bedragen van de maandelijks vaste vergoeding bedoeld in § 2, 1°, zijn gelijk aan :

- 371,85 EUR voor de personeelsleden met minimum rang A4;
- 247,90 EUR voor de personeelsleden met minimum rang A6.

2° De bedragen van de maandelijks vergoeding voor receptiekosten bedoeld in § 2, 2°, zijn gelijk aan :

- 371,85 EUR voor de personeelsleden met minimum rang A4;
- 247,90 EUR voor de personeelsleden met minimum rang A6.

3° De bedragen bedoeld in dit artikel, 1° en 2°, worden gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen, overeenkomstig de regels voorgeschreven bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Die bedragen worden gekoppeld aan de spilindex 101,12 van 1 oktober 1997.

Ze worden op maandelijks basis betaald.

§ 4. Met uitzondering van de personeelsleden bedoeld in artikel 31, § 1, die op post in het buitenland zijn, kunnen de rechthebbenden op de in dit artikel bedoelde postvergoeding geen aanspraak maken op :

- de repatrieringsvergoeding of de vergoeding voor terugkeer in verlof;
- de verhuisvergoeding of de installatie-uitkering;
- De tegemoetkoming in de huur van een woning of de uitkering voor gebrek aan woning;
- schoolkosten voor studerende kinderen;
- maaltijdcheques;
- de vergoeding voor reiskosten;
- de vergoeding voor verblijfskosten.

HOOFDSTUK VI. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 33. De personeelsleden van de externe carrière in dienstactiviteit op de datum van inwerkingtreding van dit besluit bekleden een betrekking van de personeelsformatie van de externe carrière tot ze de leeftijd van vijftien jaar bereikt hebben en mogen overeenkomstig dit besluit aan de diplomatieke beweging deelnemen.

Art. 34. De in artikel 33 van dit besluit bedoelde personeelsleden, die op datum van inwerkingtreding van dit besluit een hogere wedde genieten dan de wedde waarop ze op basis van hun graad aanspraak zouden kunnen maken, behouden het voordeel van de weddeschaal die ze onder de vorige bezoldigingsregeling hadden zolang ze in die schaal een hogere wedde ontvangen.

Art. 35. Artikel 51 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juni 1999 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de carrière buitenlandse dienst blijft voorlopig van toepassing op de personeelsleden bedoeld in artikel 33 van dit besluit.

Art. 36. Het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 tot toekenning van een postvergoeding aan de personeelsleden van het Waalse Gewest die deel uitmaken van de gemeenschappelijke algemene afvaardiging van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap bij de Europese Unie wordt opgeheven. De personeelsleden die die vergoedingen genieten op de datum van inwerkingtreding van dit besluit blijven die evenwel genieten zolang ze dat ambt bekleden.

Art. 37. § 1. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2012.

§ 2. In afwijking van § 1 treedt de duur van de diplomatieke beweging, vastgelegd op 5 jaar in artikel 10, § 1, pas vanaf 1 augustus 2015 in werking.

Gedurende de overgangsperiode wordt in 2012 een diplomatieke beweging van kortere duur georganiseerd die op 31 juli 2015 afloopt.

De personeelsleden van de buitenlandse dienst wier totale duur van de opdrachten op een diplomatieke post, ononderbroken uitgeoefend zonder terugkeer naar het centrale bestuur de vijftien jaar niet overschrijdt kunnen deelnemen aan die diplomatieke beweging.

In afwijking van artikel 10, § 2, van dit besluit kan het bekleden van dezelfde diplomatieke post voor de personen bedoeld in vorig lid verlengd worden.

Daarenboven wordt § 2 van artikel 15, wat betreft de duur van de diplomatieke beweging bedoeld in de vorige paragraaf, vervangen als volgt :

« § 2. Er wordt een evaluatie van die diplomatieke beweging gemaakt tussen twaalf en zes maanden voor het einde van de periode van aanstelling op een diplomatieke post. »

§ 3. Anderzijds worden de personeelsleden van de externe carrière van wie de totale duur van de achtereenvolgens en zonder terugkeer naar het hoofdbestuur vervulde missies op diplomatieke post op 31 juli 2015 minder dan tien jaar bedraagt, ook geraadpleegd voor de posten die voor aanstelling op 1 augustus 2015 geopend worden.

In voorkomend geval zullen laatstgenoemde personeelsleden hun missie vervullen op de post die hen toegewezen wordt tot de totale duur van hun missies op post tien jaar bedraagt en zullen ze voor de overblijvende duur van de missie door een ander personeelslid van de externe carrière vervangen worden.

§ 4. Artikel 30, § 3, treedt in werking vanaf het burgerlijke jaar 2012.

Art. 38. De Ministers bevoegd voor Internationale Betrekkingen en Ambtenarenzaken zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 februari 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 1 : Voorbeeldlijst van de door de postvergoeding gedekte kosten

A. Elementen van het vaste gedeelte :

• Schoolkosten, medische kosten, installatiekosten, verhuiskosten, kosten i.v.m. de tijdelijke huisvesting bij de aankomst en het vertrek, huurprijzen, kosten i.v.m. dienstreizen, kosten voor bagagevervoer die noch terugbetaald, noch ten laste genomen worden door « W.B.I. »;

- Hogere huisvestingskosten wegens het representatieve karakter van de woning;
- Investing in de uitrusting (meubilair, huishoudelijke voorzieningen) voor representatieve doeleinden;
- Snellere slijtage en veelvuldige vervanging van meubilair, huishoudelijke uitrusting, kleren, kunst- en siervoorwerpen, wegens veelvuldig verhuizen en bepaalde weersomstandigheden;
- Kosten i.v.m. de meubelbewaarplaats waar het meubilair en de huishoudelijke uitrusting opgeslagen worden;
- Hogere voertuigkosten : Veelvuldige vervanging, aanpassing aan de plaatselijke omstandigheden, verzekeringen, nagenoeg permanente noodzaak voor echtparen om een tweede voertuig te onderhouden;
- Hogere kosten voor elektrische toestellen (huishoudelijke, video en audio, P.C., enz.) wegens technische specificiteiten inzake elektrische stroom, stopcontacten, veiligheidsvoorschriften en plaatselijke normen;
- Hogere kledingskosten, omdat de kleren voor representatieve doeleinden gebruikt moeten worden;
- Hogere kledingskosten wegens de weersomstandigheden;
- Bijkomende kosten inzake de bevoorrading in bepaalde posten omdat bepaalde goederen op de plaatselijke markt ontbreken en ingevoerd moeten worden;
- Veiligheidsmaatregelen en speciale verzekeringspolissen voor de personen en goederen in risicolanden;
- Agentschapskosten en huurwaarborgen;
- Aanvullende verzekeringen inkomens en pensioen voor samenwonenden die geen eigen inkomen hebben;
- Verplaatsingskosten voor de terugkeer naar België, in de posten waar de terugbetaalde terugreis niet jaarlijks is;
- Huisvestings- en vervoerskosten tijdens de verloven in België;
- Duurdere bijstands- en levensverzekeringen;
- Contacten met het land van herkomst (o.a. voor de personeelsleden met een buitenlandse echtgenoot), met familie en naasten : telefoon, briefwisseling;
- Abonnementen op Belgische dagbladen en tijdschriften, alsook op gespecialiseerde beroepspublicaties;
- Taalcursussen voor het personeelslid en zijn gezin;
- Toetreding tot bepaalde verenigingen om beroeps- en representatieredenen;
- Kosten i.v.m. de herintegratie in België, in geval van aanstelling bij het Hoofdbestuur of bij de pensionering.

B. Recepties

- Levensmiddelen, drank, tabak en snoepgoed;
- Bloemen en kaarsen voor receptietafels en -zalen;
- Huur van vaatwerk, glazen, bestek en tafellinnen, voor zover het om grote recepties gaat en dat materiaal niet door « W.B.I. » geleverd wordt, ongeacht of het al dan niet door een traiteur geleverd wordt;
- Diensten van meester-koks en tafelbedienden (voor zover die diensten, wat de posthoofden betreft, niet gepresteerd worden door het personeel bezoldigd d.m.v. provisionele tegemoetkomingen voor personeelskosten), ongeacht of ze al dan niet door een traiteur geleverd worden;
- Nota's en facturen van restaurants en andere instellingen, voor recepties die buiten de woning gehouden worden;
- Kosten voor deelname aan werklunches of -diners, voor zover ze noodzakelijk zijn in het kader van de uitoefening van de functie;
- Geschenken en giften om beroeps- of representatieredenen;
- Maximum 5 % van de provisionele tegemoetkoming voor recepties kan door de echtgenoot (echtgenote) of samenwonende partner van het posthoofd besteed worden aan garnituur-, toilet- of kapperskosten.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2012 tot vastlegging van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van de externe carrière van « Wallonie-Bruxelles International ».

Namen, 2 februari 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

BIJLAGE 2 : Berekening van de postvergoeding

De postvergoeding bestaat uit de volgende elementen :

1. basisvergoeding;
2. verwijderingsvergoeding;
3. hardshipvergoeding;
4. vergoeding voor recepties.

De categorieën vergoedingen bedoeld onder de punten 1 tot 3 vormen de aanstellings- en mobiliteitsvergoeding, waarvan de berekening en de toewijzing forfaitair zijn. De vergoeding bedoeld onder punt 4 is de representatievergoeding.

1. Basisvergoeding.

De basisvergoeding is een forfaitaire vergoeding ter dekking van de kosten i.v.m. :

- aanstellingswijzigingen waardoor het personeelslid regelmatig moet verhuizen van de ene post naar de andere, van een post naar een functie bij het Hoofdbestuur of van een functie bij het Hoofdbestuur naar een post. Het gaat hier om het element mobiliteit, een vergoeding die toegekend wordt aan de personeelsleden op post;
- de verplichting tot vestiging in het buitenland om er bepaalde functies uit te oefenen. Het gaat hier om het element aanstelling, een vergoeding die toegekend wordt aan de personeelsleden op post in het buitenland;
- het feit dat op de post een representatiefunctie uitgeoefend wordt. Het gaat hier om het element passieve representatie toegekend aan de personeelsleden op post, alsook aan de diplomatieke medewerkers, waarin verschillende representatieplichten bedoeld in de representatievergoeding niet opgenomen zijn.

Het basisbedrag van het element mobiliteit wordt vastgelegd volgens de normen die bij de FOD Buitenlandse Zaken van kracht zijn.

Het basisbedrag van het element aanstelling wordt vastgelegd volgens de normen die bij de FOD Buitenlandse Zaken van kracht zijn.

Het basisbedrag van het element passieve representatie wordt vastgelegd op basis van de schaal van diplomatieke medewerker (CD6) van kracht bij de FOD Buitenlandse Zaken.

Die bedragen worden jaarlijks bijgestuurd door de FOD Buitenlandse Zaken.

Het basisbedrag voor de berekening van de basisvergoeding is gelijk aan de som van de basisbedragen van de elementen mobiliteit, aanstelling en passieve representatie. De basisvergoeding is gelijk aan het totale basisbedrag, eerst vermenigvuldigd met de levensduurcoëfficiënt ⁽¹⁾ toegekend aan de toegewezen post, en desgevallend verhoogd met een postvergoedingstoeslag van 25 % waarin voorzien wordt als de echtgenoot (echtgenote) de diplomaat op post vergezelt.

2. Verwijderingsvergoeding

De posten worden per verwijderingsrang ingedeeld; er zijn vijf rangen, namelijk :

rang 1 : de posten in België, alsook de posten die zich vanaf de landsgrens bevinden binnen een straal van 300 km langs de weg;

rang 2 : de posten gevestigd op het grondgebied van de EU, alsook in Noorwegen, Zwitserland, Hongarije en Kroatië;

rang 3 : de overige Europese landen, alsook Turkije, Marokko en Tunisië;

rang 4 : de posten in de Verenigde-Staten, Kanada, in het Nabije Oosten en Noord-Afrika, behalve die bedoeld in rang 3;

rang 5 : alle andere posten die niet ingedeeld zijn in één van de rangen 1 tot 4.

De verwijderingsvergoeding dekt de verwijderingskosten die niet of niet helemaal door de basisvergoeding gedekt worden, naar gelang van de verwijdering van de post t.o.v. België.

De basisbedragen van de verwijderingsvergoeding worden jaarlijks bijgestuurd door de FOD Buitenlandse Zaken.

De verwijderingsvergoeding is gelijk aan het basisbedrag, verhoogd met 100 % voor de personeelsleden van wie de echtgenoot (echtgenote) het personeelslid op post vergezelt en met 50 % per kind ten laste ⁽²⁾.

3. Hardshipvergoeding

De posten worden ingedeeld in 6 rangen hardship, waarbij rang 1 de rang is met de laagste hardship en rang 6 de rang met de hoogste hardship.

De indeling van de posten per rang hardship geschiedt op basis van de volgende criteria :

- weersomstandigheden;
- maatschappelijke afzondering;
- veiligheid;
- toestand op sanitair vlak en inzake het leefmilieu, voor zover hij nadelige gevolgen voor de gezondheid kan hebben;
- aanwezigheid, toegankelijkheid en kwaliteit van de medische zorgen;
- aanwezigheid, toegankelijkheid en kwaliteit van de materiële uitrustingen, zoals de woning en de bevoorrading van de meest noodzakelijke goederen.

De indeling van de posten per rang hardship wordt jaarlijks in december opnieuw geëvalueerd door de FOD Buitenlandse Zaken.

De nieuwe indeling, die na de jaarlijkse evaluatie opgemaakt wordt, wordt vanaf de eerstkomende maand februari toegepast.

De hardshipvergoeding is gelijk aan het basisbedrag verhoogd met 50 % voor de personeelsleden van wie de echtgenoot (echtgenote) op post is.

4. Vergoeding voor recepties

De vergoeding voor recepties is een voorschot op de onkosten voor de recepties die door het personeelslid en/of diens echtgenoot (echtgenote) georganiseerd moeten worden of waaraan het personeelslid en/of diens echtgenoot (echtgenote) moet deelnemen uit hoofde van de uitgeoefende functie.

Het niveau van die vergoeding wordt, per definitie, vastgelegd opdat ze zou volstaan, rekening houdend met het basisbedrag, met de levensduurtecoëfficiënt en met de representatiecoëfficiënt, om alle receptiekosten te dekken over een periode van twaalf maanden, van 1 januari tot 31 december van het volgende jaar.

In afwijking van de regel mag een vergoedingstoeslag slechts toegekend worden in geval van speciale of uitzonderlijke representatieplichten, zoals koninklijke en vorstelijke bezoeken, ministeriële bezoeken, belangrijke evenementen, officiële feestelijkheden van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap, culturele, economische, commerciële missies en andere. Die toeslag kan slechts op uitdrukkelijk verzoek van het personeelslid toegekend worden en als « Wallonie-Bruxelles International » acht dat, gelet op het bedrag van de vergoeding voor recepties, een toeslag noodzakelijk is om de kosten i.v.m. die speciale of uitzonderlijke plichten te dekken.

Onder recepties uit hoofde van het personeelslid en zijn echtgenoot (echtgenote) wordt verstaan :

- de recepties, diners, buffets, lunches, ontbijten en andere die het personeelslid in zijn privé woonplaats of daarbuiten organiseert in het kader van de uitoefening van zijn ambt;

- de werklunches of diplomatieke diners ter gelegenheid waarvan elke deelnemer zijn eigen kosten dekt, voor zover de deelname van het personeelslid noodzakelijk is in het kader van de uitoefening van zijn ambt.

Het basisbedrag van de vergoeding voor recepties wordt vastgelegd als volgt :

- voor de algemeen-afgevaardigden en afgevaardigden : receptievergoeding « posthoofd »;

- voor de adviseurs : receptievergoeding « diplomatieke medewerker ».

De vergoeding voor recepties is gelijk aan het basisbedrag, vermenigvuldigd met de levensduurtecoëfficiënt en de representatiecoëfficiënt, vervolgens verhoogd met 25 % voor de personeelsleden van wie de echtgenoot (echtgenote) op post is. De personeelsleden moeten volgens de in een dienstnota voorgeschreven modaliteiten jaarlijks het gebruik van het totaalbedrag van de vergoeding voor recepties rechtvaardigen.

De representatiecoëfficiënt is 1,00.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2012 tot vastlegging van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van de externe carrière van « Wallonie-Bruxelles International ».

Namen, 2 februari 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

Nota

⁽¹⁾ De levensduurtecoëfficiënt is de mathematische uitdrukking van het verschil in levensduurte ten opzichte van België en tussen de posten onderling. De coëfficiënt toepasselijk op de posten in België is vastgelegd op 1.00. De coëfficiënten toepasselijk op de posten in het buitenland worden op basis van de door de FOD Buitenlandse Zaken toegepaste voeten vastgelegd en twee keer per jaar op die basis gewijzigd.

⁽²⁾ Als beide echtgenoten op post zijn, wordt de verhoging voor kinderen ten laste slechts aan één van beiden toegekend, namelijk aan het personeelslid dat zijn functie uitoefent in de post die in de hoogste verwijderingsrang ingedeeld is. Als de echtgenoten aangesteld zijn in dezelfde post of in verschillende posten met dezelfde verwijderingsrang, wordt de verhoging voor kinderen ten laste toegekend aan het vrouwelijke personeelslid, tenzij de betrokken personeelsleden de wens hebben geuit dat anders gehandeld wordt.